Vol 11 # 46 • Du 23 au 29 mai 2018
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ
JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

MANIFESTATION DEVANT LA MAISON BLANCHE!



Voir page 4

Les manifestants devant la Maison Blanche scandant des slogans tels que " Pas de Justice! Pas de paix! "," Cartes vertes pour les tenants du TPS ", " Dump Trump ! " Solidarité avec Cuba, le Venezuela, la Syrie, l'Iran et la Palestine

LES OUVRIERS SOUS-TRAITANTS REVENDIQUENT !



Voir page 4

L'Association des industries d'Haïti (ADIH) pour passer en dérision les revendications des travailleurs, a publié une note disant condamner les actes de violence et d'agression survenus au Parc industriel métropolitain lors des manifestations du 21 et 22 mai 2018

Pòdepè: Majistra adjwen an Tony Vernio mouri nan yon aksidan !

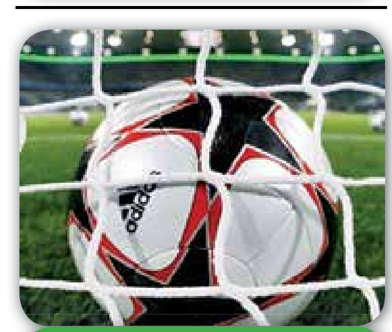
Page 6

English Page 9



La Reine d'Espagne Letizia Ortiz Rocasolano visite Haïti !

Page 7



Mickaël Correia : « Le football : un instrument d'émancipation »

Page 12



Venezuela : Nicolas Maduro est réélu Président de la République avec 68 % des voix !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le sens d'une révolte électorale

Par Berthony Dupont

L'avenir est dans la résistance et le combat. On l'attendait et c'est fait au Venezuela. Le bon sens populaire rejoint les enseignements de l'histoire! Une fois de plus les masses populaires Bolivariennes et Chavistes, après le vote de l'Assemblée Constituante viennent de se renforcer en élisant Nicolas Maduro pour un second mandat de six ans allant jusqu'en 2025.

C'est un mouvement de révolte de la jeunesse et des travailleurs qui est à l'origine d'un tel bouleversement électoral à majorité écrasante de voix. Il a sanctionné les forces réactionnaires putschistes et interventionnistes de l'empire américain couronnant ainsi la légitimité révolutionnaire par la légitimité constitutionnelle. Au sens sociologique, Maduro représente aux yeux des masses exploitées de ce pays, le véritable héritier de leur leader charismatique, l'honorable Hugo Chavez qui est et demeure l'incarnation de la dignité révolutionnaire du peuple vénézuélien.

L'avènement de la révolution Bolivarienne est dû, essentiellement au besoin qu'ont tous les peuples de se libérer des dictatures qui les oppriment, de l'injustice qui les étreint et de la misère qui les ronge.

Cependant, à l'heure où les flambeaux de cette victoire s'allument, les forces obscures internationales n'ont pas tardé à faire feu de tout bois pour essayer de l'éteindre. Ainsi, la cohésion des forces réactionnaires des 14 pays du groupe de Lima avec les Etats-Unis en tête de liste pleine d'arrogance démesurée se réfugie dans la colère de nouvelles sanctions aussi absurdes que ridicules pour masquer leur honte et leur défaite morale et politique.

En ce sens, les conspirateurs contre la cause vénézuélienne sont de deux sortes : il y a les complices évidents et ceux qui par leur silence apportent de l'eau au moulin de Washington dans sa stratégie de liquider la révolution Bolivarienne. Tous les prétextes utilisés par Washington, sont futiles et infondés puisqu'ils sont à l'encontre de cette révolte électorale qui n'est autre qu'une manifestation du peuple vénézuélien à exprimer librement sa volonté dans son pays.

N'est-il pas nécessaire à cette étape que les forces progressistes internationales se rallient pour se dresser comme un seul homme, une seule femme, pour défendre la cause sacrée du peuple Vénézuélien qui est également celle de tous les peuples en lutte à savoir : droit à être un pays souverain, démocratique, révolutionnaire réellement engagé dans la voie du progrès social et économique ?

Assurément, le régime au pouvoir en Haïti, sous les ordres de Washington, n'a pas jugé nécessaire de féliciter Maduro, comme l'ont fait tant d'autres présidents tels que Vladimir Poutine, Miguel Díaz-Canel Bermúdez et Raul Castro, Evo Morales et notamment, la Chine, le Nicaragua, le Salvador, l'Iran et le Mozambique pour ne citer que ceux-là ; sauf que le peuple haïtien lui dans sa majorité applaudit cette victoire historique du peuple frère du Venezuela et de son gouvernement. Bravo le Venezuela!

L'impérialisme international veut empêcher que le Venezuela devienne un pays réellement indépendant et souverain qui puisse accomplir entièrement son programme économique et social dans le contexte de ses options socialistes et révolutionnaires qui devraient aboutir à la création d'une société ou règnent la paix et la justice sociale pour une meilleure répartition des richesses du pays dans l'intérêt de chaque citoyen et de chaque travailleur.

C'est ce projet de société, de soutien vigoureux et de solidarité agissante avec les pays appauvris qui fait peur à l'impérialisme, et qu'il considère comme une menace! C'est en raison de cette politique progressiste entamée par le président Hugo Chavez que le Venezuela n'est plus un instrument au service du néo-colonialisme. C'est ce qui explique qu'il est maintenant victime de toutes ces attaques des forces exploiteuses occidentales.

Nous espérons que ce nouvel épisode d'agression déclenche un large mouvement de solidarité internationale de sorte que rien ne soit plus comme avant. Que le Venezuela change définitivement son fusil d'épaule, de sorte qu'il devient à l'instar de Cuba un pays libéré, une société socialiste tournée vers la résolution des problèmes des masses travailleuses.

Il est indispensable que nous mobilisions nos forces et nos voix pour combattre et dénoncer les sanctions annoncées pour saboter et asphyxier le Venezuela de façon à infliger un cuisant échec total aux déstabilisateurs.

Pleine et agissante solidarité avec le Venezuela ! Vive la révolution bolivarienne !

Le festival international de psychologie africaine fait escale en Haïti



Judite Blanc – docteure en Psychologie, principale initiatrice du festival avec l'aide de collaborateurs et collaboratrices qui ont fait des études en Sciences Humaines au sein de l'association Sitwomafrika

Par Milo Milfort

La deuxième édition du festival international de psychologie africaine (Festival entènasyonal sikoloji afriken – Fesa en créole) se tiendra du 23 au 26 mai 2018 à Port-au-Prince après avoir été au Sénégal du 4 au 6 mai dernier – à l'initiative de l'institut de recherche sur les traumatismes de l'esclavage et la psychologie africaine, Sitwomafrika (Sikotwomatis ak Afrikanite) autour du thème « Du trauma historique à la créativité et à l'innovation ».

« L'objectif de ce festival qui a été créé à la fin de l'année 2015 est de faire la promotion d'une psychologie qui célèbre la culture associée à l'héritage africain que nous autres haïtiens/ haïtiennes devons valider », a fait savoir Judite Blanc – docteure en Psychologie, principale initiatrice du festival avec l'aide de collaborateurs et collaboratrices qui ont fait des études en Sciences Humaines au sein de l'association Sitwomafrika.

Des sommités nationales et internationales de la Psychologie dont l'invitée d'honneur Linda James-Myers – auront à intervenir sur des thématiques diverses et variées lors de ce festival de psychologie africaine qui s'installera notamment à Lakou Souvnans aux Gonaïves – haut lieu mystique haïtien, le Centre d'Art – bastion de l'art haïtien et l'Université de Technologie d'Haïti (Unitech). *« Le festival rentre dans le cadre des moyens que se donnent Sitwomafrika pour pouvoir sensibiliser la société haïtienne – dans une certaine mesure – les sociétés afrocaribéennes et les communautés d'ascendance africaine sur l'incidence de la transmission du trauma historique – tels que le vécu de l'esclavage par les ancêtres et aussi – les répercussions, la continuité et la poursuite de ces évènements traumatiques historiques sur le cours de la vie de nos sociétés contemporaines »*, explique Dre Judite.



Les activités débuteront le 23 avec un cocktail d'ouverture.

suite à la page(16)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré aux vœux de la loi et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame née Sabrina EDOUARD en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi neuf mars deux mille dix-huit; admet en conséquence le divorce de la dite née Sabrina EDOUARD contre le sieur Georges Sterling BARTHELEMY pour injures graves et publiques ; fait prévu à l'article 217 du Code Civil Haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Commune de Pétion-Ville de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du dit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépens en raison de la qualité des parties ; commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification de ce jugement.
Rendu de nous Gerty Léon ALEXIS, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince en audience civile, ordinaire et publique du vendredi seize mars deux mille dix-sept, en présence du substitut du Commissaire du Gouvenement Me Aménaide Pascale RAYMOND, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Ainsi signé : Gerty Léon ALEXIS juge et Jean Serge Duvert greffier
Pour expédition conforme collationnée
Le Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce de la dame Nerlande Julien d'avec son époux Almas Moreau pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Marleine Bernard Delva, juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi onze janvier deux mille dix-huit, en présence de Me Néhémie Jean Baptiste, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, greffier du siège.
Ainsi jugé et prononcé par nous Marleine Bernard Delva, juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi quatorze décembre deux mille dix-sept, en présence de Me Néhémie Jean Baptiste, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance du sieur
Mozart Tassy, greffier du siège.
Il est ordonné
Me Michaud G. DERILUS

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce de la dame Nagia Jean-Gérard NOEL d'avec son époux Jeff PIERRE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Marleine Bernard Delva, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi onze janvier deux mille dix-huit, en présence de Me Néhémie Jean Baptiste, Substitut du Commissaire du Gouvernement, et avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, greffier du siège.
Il est ordonné...
Me Michaud G. Dérilus, av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément au vœu de la loi dit et déclare que le cité Rousseau JEAN a été régulièrement appelé au Tribunal ; accepte favorablement l'action de la requérante Missoule Estima pour être juste et fondé ; constate l'égalité de la jouissance du cité Rousseau Jean de la propriété de la requérante ; accorde l'exécution provisoire sans caution, ses minutes sur le chef de déguerpissement des lieux ; réserve le droit à la requérante de réclamer des dommages intérêts pour les préjudices indûment causées; le condamne aux frais et dépens le la procédure ; commet Brunel Féquière légalement compétent pour signification dudit déguerpissement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Magistrat Florestal Jean, juge à l'audience du jeudi 5 avril 2018 en ses attributions civiles de loyer, assisté de Michaelle Pétion greffier de ce siège.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce du sieur Edras DORMEVIL d'avec son épouse née Tassiana JEAN BAPTISTE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Marleine Bernard Delva, juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi onze janvier deux mille dix-huit, en présence de Me Néhémie Jean Baptiste, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné
Me Michaud G. DERILUS

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre son épouse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce du sieur Patrick MOLIN d'avec son épouse Emmanuela ESTANUS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHIR, Av., juge en audience civile, ordinaire et publique en date du huit juin deux mille seize, en présence de Me Lutthan ISAAC, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance de Me Paulin CIVIL, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Ainsi signé : Jean Emmanuel ZEPHIR juge et Paulin CIVIL greffier
Pour expédition conforme collationnée
Le Greffier

Manifestation dénonçant Trump et l'impérialisme devant la Maison Blanche!

Malgré la pluie et les tentatives des services secrets américains de nous intimider, des manifestants multinationaux de sept états et du district de Columbia ont organisé une énergique manifestation devant la Maison Blanche à Lafayette Park et sur la Pennsylvania Avenue le samedi 19 mai 2018 pour dénoncer l'ignorance et le racisme de Donald Trump, la guerre, le profilage de la police américaine, la terreur contre les communautés noires et brunes, l'occupation continuelle d'Haïti par les Nations Unies et exiger le statut de résidence pour les tenants du TPS.

Des manifestants haïtiens, africains, latino-américains et nord-américains ont également exigé que les États-Unis et l'ONU paient des réparations à Haïti et arrêtent de s'immiscer dans les élections haïtiennes. La manifestation a été organisée par le Mouvement 1804 pour tous les immigrés avec des groupes haïtiens du Massachusetts, de la Floride et de la région de Washington DC.



Les manifestants défilent du parc Lafayette vers la Maison Blanche. Crédit: Kim Ives / Haïti Liberté



Kerby Joseph de PSL et au micro Marty Goodman de Socialist Action Crédit:Kim Ives / Haïti Liberté



Ray Laforest

De nombreux manifestants se sont rendus dans la capitale américaine en bus, en train et en voiture depuis New York, le New Jersey, le Massachusetts et la Pennsylvanie. D'autres venaient des États du Delaware, du Maryland et de la Virginie, ainsi que du district de Columbia.

Les manifestants se sont rassemblés au parc Lafayette ; pendant environ 45 minutes, ils ont marché avec leur bannière et se sont rassemblés au numéro 1600 Pennsylvania Avenue, l'adresse de la Maison Blanche. Les centaines de touristes ont pris des photos et des vidéos et ont crié des encouragements. Certains ont même pris une pancarte et participé convenablement à la manifestation

Les manifestants ont scandé des slogans tels que " Pas de Justice! Pas de paix! "," Cartes vertes pour les tenants du TPS "," Dump Trump ! et " Solidarité avec Cuba, le Venezuela, la Syrie, l'Iran et la Palestine.

La police des services secrets américains a tenté d'intimider les manifestants en arrêtant l'une des orateurs après qu'elle se soit adressée au rassemblement. Les flics ont affirmé qu'elle avait "poussé un signe" d'un rassemblement anti-avortement à proximité alors qu'elle quittait la manifestation du mouvement de 1804 avec deux autres manifestants. L'officier qui l'a arrêté a menacé tous les manifestants d'arrestations, alors qu'ils l'entouraient de manière incrédule, exprimant leur indignation. Le service secret a ensuite demandé à tout le monde de quitter la Pennsylvania Avenue et Lafayette Park, soi-disant pour « enquêter » sur l'affaire, arrêtant ainsi le rassemblement. Après environ 20 minutes, la mascarade ne pouvait plus être soutenue. Les trois personnes détenues ont été libérées sans inculpation et la manifestation a repris avec une vigueur et une colère renouvelées.

Parmi les nombreuses personnalités qui avaient pris la parole, mentionnons: Marie Paule Florestal qui a lu la déclaration du Mouvement 1804 pour tous les immigrés (Voir Page 7); Marie Dennis, coprésidente de Pax Christi International; Sia Finoh, candidate à la Chambre des délégués du Maryland et représentante du Congrès des Nations unies africaines; Eugene Puryear, animateur de radio «Par tous les moyens nécessaires» et ancien candidat à la vice-présidence du Parti pour le socialisme et la libération (PSL); Georgette Delinois du Réseau de Solidarité Haïti du Nord-Est (HSNNE); Eugenia Charles, animatrice de Konbit Lakay sur WPFW-FM et directrice générale de la Fondation Mapou; Florence Jean Joseph de la Konfederasyon Vodouyizan Ayisyen (KVA); Jonathan Brown de Refus Fascism; Marty Goodman de l'Action Socialiste; Berthony Dupont, directeur du journal Haïti Liberté; et Lee Patterson de la Coalition Free Mumia (Voir Page 7)



La militante Georgette Delinois s'exprimant lors du rassemblement. Crédit: Kim Ives / Haïti Liberté



Jonathan Brown de Refuse Fascism s'adressant à la foule Crédit: Kim Ives / Haïti Liberté

À Boston, le Bus Drivers Union, l'Organisation des droits de l'homme de la Nouvelle-Angleterre (NEHRO) et l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (IJDH) avaient contribué à propager le rassemblement. Pendant ce temps, à Miami, le Family Action Network de Miami (FANM), fondé par Marleine Bastien, et l'organisation populaire Veye Yo ont participé à la planification des réunions et ont fait de leur mieux pour trouver le temps et l'argent nécessaires pour assister au rassemblement.

« Même si nous savons que la pluie qui s'abattait tout le long de la

suite à la page(18)

Les ouvriers sous-traitants revendiquent !

Par Isabelle L. Papillon

Lundi 21 et mardi 22 mai 2018, les rues de la capitale étaient bondées de travailleurs de la sous-traitance qui exigeaient du Patronat haïtien l'augmentation du salaire minimum à 1.000 gourdes et également la réintégration avec des compensations pour les 200 ouvriers qui ont été récemment révoqués arbitrairement et illégalement avec accompagnements sociaux pour eux tous sans distinction.

C'est sous le leadership des centrales syndicales Respect des ouvriers haïtiens de la manufacture (ROHAM), de la Plateforme syndicale des usines textiles (Plasit) et de la Centrale nationale des ouvriers haïtiens (CNOHA) que les employés du parc industriel métropolitain ont occupé les rues de la capitale, depuis le Parc industriel Sonapi, pour se rendre à l'avenue Charles Sumner devant les locaux du ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) pour délivrer leur message en passant au Bicentenaire particulièrement devant le Palais Législatif. Arrivés au Parlement, les manifestants ont été reçus par le sénateur Antonio Chéramy, les députés Jean Robert Bossé et Joseph Manès Louis.



Des ouvriers manifestant dans les rues pour exiger l'augmentation du salaire minimum à 1000 gourdes par jour

Cette manifestation a totalement paralysé la circulation dans toute la zone métropolitaine. Aux cris de : « Nou mande 1000 goud » Nous demandons un salaire de 1000 gourdes, tel a été le slogan prioritaire que les ouvriers scandaient tout au cours du parcours de la marche. «Nous voulons que le gouvernement entende nos voix et satisfasse nos revendications. Nous voulons un salaire de 1000 gourdes par jour »

Alors que les ouvriers protestaient, le président de la république Jovenel Moise pour sa part accompagné des Ministres des Finances, de l'Agriculture et du Commerce rencontrait au Palais National, le lundi 21 Mai 2018, un groupe d'investisseurs du secteur privé des affaires. Cette rencontre n'a pas été faite relative aux revendications des salariés de la misère, mais autour de la nécessité de dynamiser la production nationale afin de favoriser le développement économique du pays.

De quel pays parle t-il et qui veut-il tromper ? Dans un communiqué publié par la présidence on pouvait lire ceci au sujet de cette rencontre au Palais national : « Conscient du rôle fondamental que doivent jouer les investisseurs locaux dans le processus de création de richesses au profit de l'essor économique d'Haïti, le Président Jovenel Moïse entend tout mettre en œuvre pour faciliter la participation du secteur privé des affaires et à la mise en place des mécanismes devant aboutir à l'accroissement de la production nationale de biens et de services ».

« Nous dénonçons un État au service des patrons », déclarait Télémarque Pierre de la Plateforme syndicale des usines textiles pour ajouter ensuite « Aucun ouvrier ne peut vivre avec 350 gourdes dans un pays où l'État n'accompagne pas les plus pauvres. Après avoir payé les frais de transports et de nourriture, il ne reste plus rien à l'ouvrier »

Dans la même veine, Camito St-Clair, coordonnateur général de l'organisation Respect des ouvriers haïtiens de la manufacture (ROHAM) enchaînait : « Cette situation dans laquelle vivent les ouvriers du secteur textile devient de plus en plus difficile, vu que les coûts des produits de première nécessité augmentent démesurément »

Alors que le pouvoir refuse d'augmenter la main d'œuvre à 1000 gourdes comme le demandent les ouvriers, il s'adonne plutôt à une campagne de sensibilisation de l'opinion nationale en vue d'augmenter au mois de juin prochain selon les diktats du Fond Monétaire International (FMI) les prix du carburant, un produit transversal qui impliquera coûte que coûte une augmentation certaine des prix du transport et des produits de première nécessité.

« Les ouvriers ne sont pas favorables à cette augmentation », a averti le gouvernement Dominique St-Eloi, de la Centrale nationale des ouvriers haïtiens (CNOHA) pour ajouter ensuite « cette mesure ne ferait qu'enfoncer les couches les plus vulnérables du pays dans la misère ». Le syndicaliste semble faire la leçon au gouvernement de façon à le forcer de prendre conscience. Ignorait-il que c'est une position de classe, quand le gouvernement épouse le camp des patrons et qu'il n'est aucunement concerné par la vie des masses ouvrières? Sans doute non.

Aimé Césaire : Discours sur le colonialisme (extrait)

[…] Je sais tout ce qu'il y a de fallacieux dans les parallèles historiques, dans celui que je vais esquisser notamment. Cependant, que l'on me permette ici de recopier une page de Quinet* pour la part non négligeable de vérité qu'elle contient et qui mérite d'être méditée. La voici :

« On demande pourquoi la barbarie a débouché d'un seul coup dans la civilisation antique. Je crois pouvoir le dire. Il est étonnant qu'une cause si simple ne frappe pas tous les yeux. Le système de la civilisation antique se composait d'un certain nombre de nationalités, de patries, qui, bien qu'elles semblassent ennemies, ou même qu'elles s'ignorassent, se protégeaient, se soutenaient, se gardaient l'une l'autre.

Quand l'empire romain, en grandissant, entreprit de conquérir et de détruire ces corps de nations, les sophistes éblouis crurent voir, au bout de ce chemin, l'humanité triomphante dans Rome. On parla de l'unité de l'esprit humain ; ce ne fut qu'un rêve. Il se trouva que ces nationalités étaient autant de boulevards qui protégeaient Rome elle-même...

Lors donc que Rome, dans cette prétendue marche triomphale vers la civilisation unique, eut détruit, l'une après l'autre, Carthage, l'Egypte, la Grèce, la Judée, la Perse, la Dacie, les Gaules, il arriva qu'elle avait dévoré elle- même les digues qui la protégeaient contre l'océan humain sous lequel elle devait périr. Le magnanime César, en écrasant les Gaules, ne fit qu'ouvrir la route aux Germains. Tant de sociétés, tant de langues éteintes, de cités, de droits, de foyers anéantis, firent le vide autour de Rome, et là où les barbares n'arrivaient pas, la barbarie naissait d'elle- même. Les Gaulois détruits se changeaient en Bagaudes *. Ainsi la chute violente, l'extirpation progressive des cités particulières causa l'écroulement de la civilisation antique. Cet édifice social était soutenu par les nationalités comme par autant de colonnes différentes de marbre ou de porphyre.

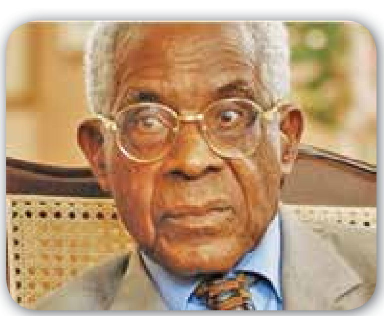
Quand on eut détruit, aux applaudissements des sages du temps, chacune de ces colonnes vivantes, l'édifice tomba par terre et les sages de nos jours cherchent encore comment ont pu se faire en un moment de si grandes ruines ! »

Et alors, je le demande: qu'a-t-elle fait d'autre, l'Europe bourgeoise? Elle a sapé les civilisations, détruit les patries, ruiné les nationalités, extirpé « la racine de diversité». Plus de digue. Plus de boulevard. L'heure est arrivée du Barbare. Du Barbare moderne. L'heure américaine. Violence, démesure, gaspillage, mercantilisme, bluff, grégarisme, la bêtise, la vulgarité, le désordre.

En 1913, Page écrivait à Wilson : « L'avenir du monde est à nous. Qu'allons-nous faire lorsque bientôt la domination du monde va tomber entre nos mains. » Et en 1914 : « Que ferons-nous de cette Angleterre et de cet Empire, prochainement, quand les forces économiques auront mis entre nos mains la direction de la race? »

Cet Empire... Et les autres... Et de fait, ne voyez-vous pas avec quelle ostentation ces messieurs viennent de déployer l'étendard de l'anti-colonialisme ?

«Aide aux pays déshérités», dit Truman. « Le temps du vieux colonialisme est passé». C'est encore du Truman. Entendez que la grande finance américaine juge l'heure venue de rafler toutes les colonies du monde. Alors, chers amis, de ce côté-ci, attention !


Aimé Césaire, poète, écrivain

Je sais que beaucoup d'entre vous, dégoûtés de l'Europe, de la grande dégueulasserie dont vous n'avez pas choisi d'être les témoins, se tournent - oh ! en petit nombre - vers l'Amérique, et s'accoutument à voir en elle une possible libératrice. « L'aubaine ! » pensent-ils. « Les bulls-dozers ! Les investissements massifs de capitaux! Les routes ! Les ports ! »

- Mais le racisme américain ?

- Peuh ! le racisme européen aux colonies nous a aguerris ! »

Et nous voilà prêts à courir le grand risque yankee. Alors, encore une fois, attention. L'américaine, la seule domination dont on ne réchappe pas. Je veux dire dont on ne réchappe pas tout à fait indemne.

Et puisque vous parlez d'usines et d'industries, ne voyez-vous pas, hystérique, en plein cœur de nos forêts ou de nos brousses, crachant ses escarbilles, la formidable usine, mais à larbins, la prodigieuse mécanisation, mais de l'homme, le gigantesque viol de ce que notre humanité de spoliés a su encore préserver d'intime, d'intact, de non souillé, la machine, oui, jamais vue la machine, mais a écraser, à broyer, à abrutir les peuples?

En sorte que le danger est immense. En sorte que, si l'Europe occidentale ne prend d'elle-même, en Afrique, en Océanie, à Madagascar, c'est-à-dire aux portes de l'Afrique du Sud, aux Antilles, c'est-à-dire aux portes de l'Amérique, l'initiative d'une politique des nationalités, l'initiative d'une politique nouvelle fondée sur le respect des peuples et des cultures; que dis-je? Si l'Europe ne galvanise les cultures moribondes ou ne suscite des cultures nouvelles ; si elle ne se fait réveilleuse de patries et de civilisations, ceci dit sans tenir compte de l'admirable résistance des peuples coloniaux, que symbolisent actuellement le Viet-Nam de façon éclatante, mais aussi l'Afrique du R.D.A., l'Europe se sera enlevé à elle-même son ultime chance et, de ses propres mains, tiré sur elle-même le drap des mortelles ténèbres.

Ce qui, en net, veut dire que le salut de l'Europe n'est pas l'affaire d'une révolution dans les méthodes ; que c'est l'affaire de la Révolution : celle qui, à l'étroite tyrannie d'une bourgeoisie déshumanisée substituera, en attendant la société sans classes, la prépondérance de la seule classe qui ait encore mission universelle, car dans sa chair elle souffre de tous les maux de l'histoire, de tous les maux universels : le prolétariat.

NDLR.

*Jean Louis Edgar Quinet: historien, poète, philosophe et homme politique français, républicain et anticlérical.

** Les bagaudes étaient, dans l'Empire romain, le nom donné aux bandes armées de brigands, de soldats déserteurs, d'esclaves et de paysans sans terre qui rançonnaient le Nord-Ouest de la Gaule du IIIe au Ve siècle.

Akayè : Komemorasyon 18 me 2018

Vandredi ki sot pase a, gouvènman Jovenel Moise/Lafontant an te òganize yon kokenn aktivite nan vil Akayè pou selebre 215zyèm anivèsè drapo ayisyen an. Ki sa yon moun te kapab tire nan tout sa ki di nan diskou prezidan an : anyen paske se pawòl demagojik, pawòl san sans, ki pa kanpe sou okenn baz verite, ki pa kadre ak reyalite peyi a ki toujou sou okipasyon.

Jovenel te eseye itilize istwa peyi a pou l pase pèp la nan betiz, kòmkwa « Ayiti pa dwe sispann yon egzanp li te toujou ye pou plizyè jenerasyon konbatan pou libète sou tout planèt la ». Parad 18 me sa a se senpman pou fè moun wè, kache peche machann peyi yo men pa gen okenn fyète nasyonal vre !


Yon bann dirijan piyajè, machann peyi, youn pa vo lòt ki nan tèt leta ayisyen an


Premye minis Jack Guy Lafontant ak madanm li, Jovenel Moise ak madanm li Matine

Pòdepè: Majistra adjwen an Tony Vernio mouri nan yon aksidan !

Tony Vernio majistra adjwen Pòdepè a pèdi lavil, madi maten 22 me a nan yon kondisyon grav. Selon sa kèk moun temwaye se Majistra Prensipal la Josué Alusma ki t ap kondui yon kokenn traktè sou yon wout anpant ki te deja nan yon movezèta pou l te ale nan yon lokalite yo rele Twa Rivyè.

Epi Alusma pandan li t ap fè yon manèv pou l evite frape yon moto ki t ap vini anfas li, traktè a kapote nan falèz la kote l al tonbe anba preske sou kay kèk moun.

Alusma limenm te gentan vole anvan traktè a chavire a men Tony Vernio limenm pat jwenn tan. Lakoz traktè sanble tonbe sou li, epi kore l men tet li ta koupe dapre sa kèk moun kite sou plas rakonte. Malgre tout jefò otorite yo pou wete kadav la anba traktè a, li pat fasil ditou.


Majistra adjwen an Tony Vernio


Yon imaj kote traktè a tonbe a

Manman, pa di nou bliye w !

Manman bèl manman cheri
Pa di nou bliye w
Jodi a se fèt tout manman
Vwa nou travèse lanmè
Pou nou di w sa ki nan kè nou
Bèl manman nou Ayiti

Manman nou pa bliye w
Gade lajè lanmè
Wa konnen gwosè lespwa nou
Konte zetwal nan syèl
Konnen konbyen branch
Pitit ou ap sanble
Pou yon gwo boulebwa

Manman bèl manman cheri
Yon jou na va fete w
Fòk nou abiye byen fen
Chemiz wouj
Kanson ble
Pou nou wete w nan dèy
Se lè sa a pitit anndan, kou pitit deyò
Ap sanble pou yo di w:
Bòn fèt manman cheri
Bòn fèt manman cheri
Bòn fèt bèl manman nou : Ayiti !

Tony Leroy

La Reine d'Espagne Letizia Ortiz Rocasolano visite Haïti !



« Majeste Ayiti kontan wè w, avèk tout kè m, m ap di w byenvini »

Par Thomas Péralte

Apres un séjour en Républicaine Dominicaine, La Reine d'Espagne, Letizia Ortiz Rocasolano est arrivée en Haïti le mardi 22 mai 2018 vers 3h 30 pour une visite de deux jours. Elle a été accueillie à l'aéroport international Toussaint Louverture par Martine Moise l'épouse du président Jovenel Moise qui a pris la parole pendant quelques secondes pour lui souhaiter la bienvenue dans le pays. « Majeste Ayiti kontan wè w, avèk tout kè m, m ap di w byenvini » (sa majesté Haïti est contente de te voir, c'est de tout cœur que je te souhaite la bienvenue)

Dans le cadre de cette visite officielle de deux jours, elle doit s'entretenir avec le président de la République et visiter les projets de coopérations financés par le gouvernement espagnol.

Elle devra rencontrer pendant son séjour, selon le bureau de Martine Moise, des centres d'accueil et de soins destinés aux plus vulnérables. La Reine espagnole compte se familiariser avec les projets développés dans le pays par la coopération espagnole dans des domaines tels que l'égalité des sexes, la gouvernance démocratique ou le développement rural.

Elle commencera d'abord par une visite à Cité-Soleil afin de rencontrer les dirigeants du Centre éducatif des Sœurs de Saint-Vincent de Paul pour discuter sur les projets des fonds financés par la coopération espagnole. Elle visitera également le musée du Panthéon national où elle aura l'occasion de s'entretenir avec plusieurs femmes importantes de la société haïtienne.

Letizia Ortiz terminera son voyage par une visite avec les étudiants et professeurs d'espagnol du lycée Alexandre Pétion.

Dans une vidéo mise en ligne sur sa page Facebook, la Première Dame de la République d'Haïti Martine Moïse demande une faveur à Sa Majesté la Reine consort d'Espagne Letizia Ortiz Rocasolano. Pour l'édification de nos lecteurs, nous publions le Texte du message de Martine Moïse sur sa page Facebook adressé à Sa Majesté la Reine consort d'Espagne Letizia Ortiz Rocasolano pour lui demander une quelconque faveur:



Letizia Ortiz Rocasolano et Martine Moise

« Très honorable Reine Letizia,

À quelques jours de votre visite dans notre beau pays, je veux vous exprimer du fond du cœur au nom du peuple haïtien, ma grande joie de vous accueillir chez nous. Ce sera un honneur de vous recevoir, aussi bref que puisse être votre passage.

Reine Letizia, en tant que Première Dame de la République d'Haïti, je prends la liberté de vous demander de façon anticipée une énorme faveur, aidez nous à changer l'image de notre pays à l'extérieur, ensemble montrons à tous les pays de la planète, qu'Haïti est remplie de gens qui sont fiers de leur origine, de leur histoire, de leur culture.

Haïti première République noire indépendante, est une terre de liberté, c'est là où ont pris naissance les Droits de l'Homme et les libertés individuelles.

Haïti ne peut plus être une destination humanitaire. Nous sommes un peuple de foi, de fierté, d'amour, d'espoir et d'une résilience à nulle autre pareille.

Haïti la terre de l'opportunité, de l'hospitalité, la terre magique vous souhaite déjà la bienvenue. »

Déclaration de l'organisation internationale d'amis et de famille concernés de Mumia Abu-Jamal (ICFFMAJ) et de la Coalition Liberté pour Mumia Abu-Jamal de New York lors du rassemblement du 19 mai 2018 à Washington D.C.



Lee Patterson de la Coalition Free Mumia adressant la foule

La famille et les amis internationaux de Mumia Abu-Jamal et la coalition libre de Mumia Abu-Jamal de New York disent non à Trump! Ne touchez pas au TPS! Arrêtez les déportations!

Notre grand héros noir Jean-Jacques Dessalines savait comment traiter avec tous les racistes de la trempe deTrump. Il a vaincu chacun d'eux sur le champ de bataille.

Comme Dessalines, Mumia Abu-Jamal est un combattant pour les pauvres partout dans le monde. Mumia a passé plus de 36 ans en prison après avoir été accusé de tuer un policier de Philadelphie.

Mumia est innocent. Son vrai crime était d'exposer la brutalité policière. L'ancien

Maire de Philadelphie, Frank Rizzo, a menacé Mumia lors d'une conférence de presse.

Philadelphie est la ville où, le 13 mai 1985, les flics, le FBI et le Pentagone ont largué une bombe dans un quartier. Ils ont brûlé vifs six adultes et cinq enfants - tous membres de l'organisation MOVE.

C'est ainsi que les riches et les puissants des États-Unis et de la France ont traité Haïti depuis plus de 200 ans. Chaque maître d'esclaves du Maryland au Texas tremblait à la perspective d'une autre révolution

suite à la page(16)

Déclaration du mouvement 1804 pour tous les immigrés !

Le 11 janvier 2018 dernier, le président Donald Trump, lors d'une réunion avec une délégation du Congrès bipartite sur l'immigration, avait qualifié Haïti, El Salvador, et les pays africains de «shithole countries». Deux jours plus tard, plus de 50 organisations et militants haïtiens et nord-américains s'étaient réunis à Brooklyn pour décider de la réponse à apporter.

La réponse a été donnée le 19 janvier: par un temps froid de 20 degrés Fahrenheit accompagné de forts vents. Plus de 1.000 personnes ont marché sur une distance de quatre kilomètres et demi depuis le Grand-Army Plaza à Brooklyn, pour se rendre de l'autre côté du pont de Brooklyn, en passant devant le bâtiment fédéral et l'hôtel de ville, pour se rassembler devant le Trump Building au numéro 40 Wall street à Manhattan.

Les manifestants ont exigé des excuses de Trump, la résidence permanente pour tous les 400 000 détenteurs du statut de protection temporaire (TPS), et la fin de l'occupation policière d'Haïti par l'ONU. Ils ont également réclamé des réparations de la part des États-Unis et de l'ONU pour Haïti et un terme à la violence raciste de la police aux États-Unis.

Cette nouvelle coalition avait besoin d'un nom d'autant qu'elle n'était pas seulement formée d'Haïtiens. Elle comprenait également des Latino-Américains, des Africains et des Nord-Américains. Après de nombreux débats, il a été décidé de l'appeler: le Mouvement 1804 pour tous les immigrés.

La révolution haïtienne après 13 ans de lutte organisée contre l'empire esclavagiste Français, s'est

suite à la page(16)

A quand le Conseil Électoral Permanent ?

Depuis la fin du processus électoral de 2017 ayant conduit Jovenel Moïse à la présidence d'Haïti, le Conseil Électoral Provisoire (CEP) se fait discret. La presse n'en parle qu'épisodiquement. Pour autant, Léoporld Berlanger, le Président, et les huit autres membres poursuivent leurs activités au sein de cet organisme appelé à devenir permanent depuis plus de trente ans. Oui, depuis plus de trois décennies le CEP devait sortir du provisoire afin de prendre sa vitesse de croisière pour consolider la démocratie haïtienne qui souffre de ce provisoire « permanent ». Le candidat Jovenel Moïse s'était juré que c'est l'une de ses priorités. Une fois élu, le CEP devrait vite devenir le Conseil Électoral Permanent, en clair institutionnaliser cet organisme qui est malheureusement une des sources de conflits politico-institutionnelles dans le pays. Plus d'une année plus tard, où en est la présidence de Jovenel Moïse avec la mise en place du Conseil Électoral Permanent ?

Il est facile de répondre à cette question. Elle est au point mort ou pour être honnête, les pouvoirs publics font du surplace avec ce dossier. Il faut dire qu'en Haïti, les autorités ont le plus grand mal à rendre effectives, pérennes et fonctionnelles les institutions. Le Conseil Électoral Provisoire est le plus bel exemple de cette léthargie. Prévu dans la Constitution de mars 1987 pour organiser un unique scrutin présidentiel avant de devenir permanent, le CEP provisoire est à son énième élection. Sa constitution a même subi une modification pendant l'amendement raté de la Constitution en 2010/2011 sans jamais se voir obtenir un statut définitif à cause des conflits politiques, institutionnels et le peu d'empressement des dirigeants gouvernementaux à transformer ce provisoire en permanent. Si la majorité des chefs d'Etat qui se sont succédé au Palais national n'ont pas eu l'opportunité de finaliser ce dossier, certains ont eu tout même tous les moyens politiques et institutionnels pour le faire. Peine perdue ! Le pays court toujours après un CEP permanent.

Comme on peut le constater, toujours rien. Jovenel Moïse qui fut une victime de ce système provisoire devrait être l'un de ceux à vouloir y mettre fin avec le plus d'acharnement. Car il aurait suffi d'un rien pour qu'il ne soit pas à la fonction qu'il occupe depuis plus d'une année. Fonction d'ailleurs toujours contestée par une partie de l'opposition dont le parti Fanmi Lavalas de Jean-Bertrand Aristide et du Dr Maryse Narcisse et l'organisation politique Pitit Dessalines, branche Jean-Charles Moïse. Or, curieusement, comme tous ses prédécesseurs, le Président de la République prend son temps. C'est vrai il a encore du temps devant lui. Combien de temps ? Personne ne peut le dire avec certitude. Le chef de l'Etat oublie vite dans quel pays il vit et surtout quel pays il dirige. Il aura suffi d'une étincelle pour que tout bascule politiquement. Et ce sera la fin peut-être pas pour sa présidence mais pour la mise en place des nouvelles institutions qu'il avait promises au pays lors de la campagne électorale.

Comme sous l'Administration de feu Président René Préval qui avait bénéficié d'une accalmie politique inédite depuis la chute de la dictature des Duvalier en 1986 durant tout son second quinquennat. En plus, l'ex-chef de l'Etat disposait d'une majorité au Parlement qui aurait pu lui permettre de résoudre ce problème, certes institutionnel mais éminemment politique. Mais ayant horreur des institutions, René Préval avait préféré laisser la Cour de cassation en état de dysfonctionnement afin que le Pouvoir judiciaire, comme prévu par la Constitution amendée, ne puisse désigner leurs représentants au CEP permanent. Le Président Michel Martelly son successeur qui, le moins que l'on puisse dire, voulait constituer ce CEP permanent quitte à utiliser plusieurs formules non constitutionnelles faute de consensus politique, a dû abandonner le dossier sous les coups de boutades de l'opposition d'un groupe


Le CEP que dirige Léopold Berlanger dont la majorité des membres, sinon tous, se sont portés candidats à leur succession puisqu'il n'existe aucune loi leur interdisant de le faire

de sénateurs conduits à ce moment-là par Jean-Charles Moïse. Malgré des tentatives pour le moins curieuses, puisqu'à chaque fois il a tenté de monter un CEP permanent à son profit ou à son service, le projet là aussi a été abandonné. Alors même qu'il disposait de prévisions constitutionnelles pour le faire.

La résistance des sénateurs de l'opposition face à cette tentative d'accaparer le CEP permanent a eu raison de la volonté du Président Michel Martelly de finir avec ce provisoire qui dure. Finalement, la crise politique aidant, l'idée même de poursuivre ce projet aurait été un suicide pour le gouvernement et pour tous ceux qui auraient pris part à cette opération. Enfin arrive le tour de Jovenel Moïse. Ses discours laissent penser qu'il est un ardent partisan des institutions. Et qu'avec lui les jours du CEP provisoire sont comptés vu qu'il a manifesté sa volonté de reformer les administrations et de consolider les institutions. Mieux, il avait juré de mettre fin aux CEP provisoires qui, au lieu d'apporter la sérénité et la confiance au sein des partis politiques, provoquent encore plus de dégâts lors des processus électoraux non seulement au sein des organisations politiques mais aussi bien sur le plan institutionnel et politique. Mais voilà ! La fougue et la volonté de Jovenel Moïse, manifestées durant la campagne présidentielle de 2014-2016 pour que dès son arrivée à la tête du pays le CEP devienne vraiment un organisme suscitant la confiance, se sont estompées.

On ne la sent plus cette volonté de rompre avec les vieilles habitudes. Or, aujourd'hui comme sous la présidence de son ami et mentor Michel Martelly, le chef de l'Etat dispose de tous les moyens légaux pour avancer vite, très vite même sur ce dossier, si vraiment il compte clarifier la situation du CEP. Au Parlement, même avec quelques réticences d'une minorité de sénateurs et de députés, la présidence de la République dispose d'une confortable majorité dans les deux Chambres pour conclure le dossier du CEP permanent. Du côté du Pouvoir judiciaire, là non plus, il ne devrait pas avoir de difficultés pour désigner les trois membres devant représenter le CSPJ (Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire). Bien que cette institution soit en proie au doute et à l'incertitude. Tantôt en conflit ouvert avec le chef de l'Etat pour accusation de corruption. Tantôt ses responsables prennent langue avec le Président qui leur promet monts et merveilles. Enfin, la présidence de la République qui doit donner l'élan, l'entrain dans un dossier qu'elle est censée piloter.

Toutes les conditions sont donc réunies pour finir une fois pour toutes avec cette affaire. Contrairement à ce que pense le Président Jovenel Moïse, le temps presse. Dans la mesure où dans moins d'une année de nouvelles élections doivent avoir lieu afin de renouveler plusieurs postes à pourvoir. Le mandat d'un premier tiers des sénateurs qui a été prorogé par un accord politique est déjà arrivé à terme depuis le début de cette année. Il y a aussi ceux dont le mandat prendra fin l'année prochaine. Sans parler évidemment de la Chambre des députés qu'il va falloir renouveler en totalité. Tout ceci est porteur de crises politiques en perspective si d'ici là l'exécutif n'a pas résolu le problème du CEP permanent. Plus le temps passe plus cela risque d'être compliqué pour la formation d'un Conseil Électoral Permanent vu que la pression politique va monter d'un cran sur la présidence qui ne pourra plus être en mesure de faire des choix qui ne seront pas contestés par l'opposition. Il se trouve que le CEP que dirige Léopold Berlanger dont la majorité des membres, sinon tous, se sont portés candidats à leur succession puisqu'il n'existe aucune loi leur interdisant de le faire entreprennent déjà des démarches en vue des scrutins à venir. C'est une situation de cafouillage.

Pendant ce temps, les trois Pouvoirs - Exécutif, Judiciaire et Législatif - prennent leur aise pour désigner les neufs personnalités selon les critères de candidatures pour être membres du Conseil Électoral Permanent. Depuis bien des mois, les Pouvoirs concernés avaient fait un appel à la candidature pour le CEP permanent. Une légion de citoyens de toutes catégories avait répondu à cette ouverture de candidature. Auprès du Conseil Supérieur du Pouvoir Judicaire (CSPJ) et du Corps Législatif (Parlement), les candidatures sont arrivées en masse. Mais parmi ces personnalités dévouées à servir leur pays, plusieurs viennent du CEP sortant et ce qui à première vue aurait pu poser problème sur le plan éthique et de conflit d'intérêts. Puisque ce sont ces Conseillers électoraux qui ont organisé les scrutins ayant permis à ces élus d'être au Sénat ou à la Chambre des députés.

Dans ce cas de figure, rien ne dit qu'il n'y aura pas une sorte de renvoie d'ascenseur ce qui, il faut le dire, n'est interdit par aucune loi ni décret portant à l'ouverture des candidatures. En tout cas, parmi les membres ou responsables du CEP ayant fait acte de candidature auprès de l'Assemblée Nationale, on trouve le pilier de cet organisme électoral provisoire, Uder Antoine qui en est le Secrétaire Exécutif donc le véritable patron. Celui-ci est accompagné de deux Conseillers électoraux qui souhaitent continuer leur travail au sein du CEP permanent au cas où ils seront choisis. Ce sont les Conseillers Jean Simon Saint-Hubert et Frinel Joseph. Ils font partie d'une cohorte d'autres candidats plus ou moins connus de la capitale. Selon nos informations auprès du Parlement, ce serait une surprise que Uder Antoine ne soit pas désigné. Il est l'un des rares à faire consensus au Parlement. Pour les deux autres, la bataille est serrée, aucun nom n'est favori. En attendant les parlementaires continuent de jouer avec les nerfs des postulants. En revanche chez les juges de la Cour de cassation, c'est silence radio. Tout est quasiment au point mort. Le CSPJ, englué dans ses conflits internes, ne porte guère attention à l'urgence qu'il y a à former un CEP permanent.

Pourtant, pas moins de 36 personnalités ont fait acte de candidature auprès du CSPJ. Parmi lesquelles les trois patrons du CEP provisoire à savoir : le Président, le Vice-Président et le Secrétaire général. Ces trois Conseillers qui ont travaillé ensemble et réalisé les dernières joutes électorales croient en leur chance auprès du CSPJ. Léopold Berlanger qui est le Président sortant croit qu'il dispose assez d'atout pour remporter la timbale. Surtout avec la réussite presque sans faille des derniers scrutins. Selon ses amis, il a la cote parmi certains juges du CSPJ. Aussi bien que Marie Frantz Joachim, le Secrétaire général, qui croit dans sa bonne étoile pour pouvoir poursuivre l'œuvre déjà commencée au sein d'un organisme qu'il est censé bien connaître. Enfin, il y a le Vice-Président, Me Carlos Hercule, une sommité du tout Port-au-Prince. Durant le processus électoral, il n'a pas pu se donner pleinement. Coincé entre un Léopold Berlanger, vieux routier de la politique haïtienne et maitrisant parfaitement l'appareil électoral et un Uder Antoine connu pour sa rigueur du temps qu'il était à la tête de l'Office de Management et des Ressources Humaines (OMRH), Me Carlos Hercule sait que la bataille sera rude.

Mais il a un avantage non négligeable au sein de la CSPJ et de la corporation, il compte beaucoup d'amis influents. Une chose est sûre, il sera difficile pour le CSPJ de choisir ces trois responsables du CEP sortant en même temps. Un ou deux d'entre eux resteront sur le carreau. Surtout sur ces 36 candidats, il y a aussi d'autres poids lourds, dit-on au CSPJ. Enfin, la présidence de la République qui devrait être à l'avant garde de ce dossier, mais qui se trouve en queue de peloton. Toujours la même histoire, des retards dus aux problèmes techniques. En effet, la Primature qui est chargée de recevoir les dossiers de candidatures avait demandé aux citoyens intéressés de se manifester fin février 2018. Sauf que depuis, personne n'entend plus parler du CEP permanent au Bicentenaire. La raison? Trop d'erreurs matérielles et de fautes dans la note. Du coup la présidence reprend en main le dossier et attend le bon moment pour publier une nouvelle note. Quelle histoire !

Quand on voit la liste des documents et autres papiers à fournir pour pouvoir faire acte de candidature, on se demande si vraiment le Président Jovenel Moïse et les autorités haïtiennes en général veulent vraiment mettre en place cette institution. Comme toujours, les pays du Tiers monde, Haïti en particulier, pèchent par excès sans pour autant atteindre le but recherché. En tout cas, le processus semble bloqué quelque part entre la Primature et le Palais national. Alors que les jours passent. Même Washington s'intéresse au CEP permanent et aux prochaines élections de 2019. Puisque il y a quelques jours l'ambassadrice des Etats-Unis en Haïti a eu une première réunion de travail avec l'équipe du CEP de Léopold Berlanger en prévision des échéances à venir. Le Conseil Électoral Permanent ne concerne pas seulement les Haïtiens. La fin de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH) dépend en grande partie de la mise en place du CEP permanent.

C'est l'une des conditions ou critères qu'a émis en avril dernier l'ONU pour une sortie définitive de sa mission en Haïti. Or, les autorités haïtiennes ne semblent pas si pressées de satisfaire cette exigence. Comme si la présence sur le territoire national des soldats étrangers était un gage de sécurité pour le pays sans se rendre compte que cette présence, quelle que soit sa dénomination, cause préjudice à la souveraineté nationale. Elle envoie aussi un message négatif à celles et ceux qui auraient envie de venir faire du tourisme dans le pays. La présence des forces étrangères dans un pays, c'est le sentiment que la sécurité dans le pays en question n'est pas assurée, en clair l'insécurité y règne. Bien entendu il existe des secteurs politiques en Haïti qui ne voient pas la nécessité d'avoir un CEP permanent sous cette Administration. Pour ces secteurs le moment n'est pas opportun, ce serait même faire un cadeau à Jovenel Moïse. Sauf que le moment ne sera jamais propice même cinquante ans après. Car ils sont dans une logique politique non institutionnelle.

C'est un combat d'arrière garde de toujours s'opposer à la mise en place d'une institution dont l'utilité est plus qu'évidente pour tout le monde. Dans la mesure où elle est en théorie une garantie supplémentaire pour la stabilité politique du pays. Le Parlement, le Palais national, le Pouvoir Judiciaire et la classe politique dans son ensemble doivent se rendre compte que le Conseil Électoral Permanent (CEP) n'est pas une affaire du Président de la République ou d'un clan. C'est une institution dont l'utilité est primordiale pour la stabilité politique et la démocratie du pays. Si les Constituants l'avaient prévu, c'est justement pour pouvoir servir de socle et de garde-fous afin de préserver l'unité de la Nation au moment où le peuple désigne ses représentantes et représentants dans les différentes assemblées du pays et non pour servir de bombe à retardement. La formation de ce Conseil Électoral Permanent doit devenir un des impératifs du Président Jovenel Moïse qui n'aura rien comme excuse pour expliquer d'éventuelles crises politiques et institutionnelles au cas où les nouvelles élections devraient tourner en crise pré/post-électorales en 2019. L'année prochaine sera celle de l'ouverture de la saison des élections en Haïti.

C.C

Declaration of the 1804 Movement for All Immigrants at the May 19, 2018 Rally in Washington, DC



Teacher and unionist Marie Paule Florestal reading the statement of the 1804 Movement for All Immigrants, flanked by emcees Ray Laforest and Kerbie Joseph

by 1804 Movement for All Immigrants

On Jan. 11, President Donald Trump, in a meeting with a bipartisan Congressional delegation about immigration, called Haiti, El Salvador, and African nations "shithole countries." Two days later, over 50 Haitian and North American organizations and activists met in Brooklyn to decide how to respond.

The response was that on Jan. 19, in windy 20 degree weather, about 1,000 people marched four and a half miles from Brooklyn's Grand Army Plaza, across the Brooklyn Bridge, past the Federal Building and City Hall, and then rallied in front of the Trump Building at 40 Wall Street in Manhattan.

The demonstrators demanded an apology from Trump, permanent residency for all 400,000 holders of Temporary Protected Status (TPS), and an end to the UN police occupation of Haiti. They also called for U.S. and UN reparations for Haiti and to stop racist police violence in the U.S.

This new coalition needed a name. It wasn't just Haitians. It also involved Latin Americans, Africans, and North Americans. After much debate, we decided to call it: *The 1804 Movement for All Immigrants.*

Haiti's 13 year revolution ended with it declaring independence from France on Jan. 1, 1804. It was the first successful slave revolution, the first black republic, and the first nation of Latin America, and helped Bolivar to free the rest of Latin America. 1804 symbolized the beginning of the end of slavery and the liberation of the continent.

Today we are fighting a new form of slavery. An insatiable, war-waging empire, with its political capital right here, enslaves our countries, where our people are forced to work for pennies a day for U.S. corporations. If we in the Caribbean, Latin America, Africa, or Asia try to flee our plight, to sell our smarts and labor elsewhere, we are arrested by the U.S. Coast Guard or Border Patrol. We are imprisoned in our homelands, while the U.S. demands complete freedom to buy land, set up businesses, and sell products there. Our "shithole countries" are, in fact, modern slave colonies, neo-colonies.

It is very fitting that we are here in Lafayette Park for two reasons. First, that White House over there was built by slaves. It is symbolic of this entire country. The U.S.'s stupendous wealth began with the enslavement of Africans – theft of labor – and the genocide of the Native Americans – theft of land. In short, this nation, the richest in the hemisphere, was founded by Indian-massacring slave owners.



Berthony Dupont, director of Haïti Liberté, addresses the crowd

Just the opposite is true for Haiti, the poorest nation in the hemisphere. It was founded by slaves who freed themselves, who rejected racism and subjugation. The American Declaration of Independence pledged to wipe out "merciless Indian Savages." But the self-freed slaves of Saint Domingue honored their island's original inhabitants, the Arawaks and Tainos, who had called it Haiti.

So by rallying here, we remind North Americans that U.S. slavery and expansionist war are what account for the persistent racism in this society and the emergence of a Donald Trump.

The second reason we are here in Lafayette Park is the statue over

suite à la page(16)

Immigrant Rally Denounces Trump's TPS Cut-Offs and Racism at White House

by Kim Ives

Despite rain and U.S. Secret Service attempts to intimidate them, multinational protesters from seven states and the District of Columbia held a stirring, spirited demonstration in front of the White House in Lafayette Park and on Pennsylvania Avenue on Sat., May 19, 2018 to denounce Donald Trump's ignorance and racism, Temporary Protected Status (TPS), war, U.S. police profiling and terror against black and brown communities, and the United Nations' continuing occupation of Haiti.

Haitian, African, Latin American, and North American demonstrators also demanded that the U.S. and UN pay reparations to Haiti and stop meddling in Haiti's elections. The demo was organized by the *1804 Movement for All Immigrants* along with Haitian groups from Massachusetts, Florida, and the DC area.

Many of the demonstrators traveled to the U.S. capital by bus, train, and car from New York, New Jersey, Massachusetts, and Pennsylvania. Others came from the capital district states of Delaware, Maryland, and Virginia, as well as the District of Columbia.

The demonstrators rallied for the most part in Lafayette Park, but for about 45 minutes, they marched with their banner and rallied in the street in front of 1600 Pennsylvania Avenue, the White House's address. The hundreds of tourists there took pictures and videos and shouted encouragement. Some even joined in the demonstration.



Demonstrators march from Lafayette Park toward the White House



Demonstrators rallying in front of the White House on Pennsylvania Avenue as the press and tourists take pictures and videos



Maryland candidate Sia Finoh speaking

The protestors chanted slogans such as "No Justice! No Peace!", "Green cards for TPS," and "Dump Trump!"

The U.S. Secret Service police tried to intimidate the demonstrators by arresting one of the speakers after she had addressed the rally. The cops claimed that she had "pushed a sign" of an anti-abortion rally nearby as she was leaving the *1804 Movement*'s protest with two other demonstrators. The arresting officer threatened all the *1804 Movement* demonstrators with arrest as they incredulously surrounded him, voicing their outrage. The Secret Service then cleared Pennsylvania Avenue and Lafayette Park, supposedly to "investigate" the matter, thereby stopping the rally. After about 20 minutes, the masquerade could no longer be sustained. The three detained people were released without charges, and the demonstration resumed with renewed vigor and ire.

Among the many speakers were: **Marie Dennis**, Co-President of Pax Christi International; **Sia Finoh**, a candidate for the Maryland House of Delegates and United African Congress representative; **Eugene Puryear**, "By Any Means Necessary" radio host and former Vice Presidential candidate for the Party for Socialism and Liberation (PSL); **Georgette Delinois** of the Haiti Solidarity Network of the Northeast



Radio host and former PSL vice-presidential candidate Eugene Puryear addresses the crowd



DC area activist Eugenia Charles speaking at the rally

(HSNNE); **Eugenia Charles**, host of Konbit Lakay on WPFW-FM and executive director of the Mapou Foundation; **Florence Jean Joseph** of the Konfederasyon Vodouyizan Ayisyen (KVA); **Jonathan Brown** of Refuse Fascism; **Marty Goodman** of Socialist Action; **Berthony Dupont**, the director of *Haïti Liberté* newspaper; and

suite à la page(16)

Joyeuse Fête d

Dr. M. Menard
Doctor of Naturopathy
Certified Natural Health Professional Holistic Health Coach
917.549.1875
www.mynsp.com/menard

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York



Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345

Guarino Funeral Home



9222 Flatlands Ave
Brooklyn, NY 11236
718-257-2890

Flatlands Pharmacy
9002 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
(718) 975-8200

New Bonny's Tailor Shop
2720 Farragut Road
(between Flatbush & E. 28th St.) Brooklyn, NY 11210
718-532-0080

Multiple Service Solutions
Fritz Cherubin
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

JJ's Fritaille
Griot • Tassot • Cabrit • Acra
4021 Glenwood Road
(corner of Albany Ave.)
Brooklyn, NY 11210
347.636.2850

Elicie Fashion
Supply & Beauty Salon
11882 West Dixie Highway
Miami, FL 33161
305-303-4325

DR. PIERRE MICHAEL SMITH, DMD & DR. EDWIN SMITH
Family Dentistry
16125 NE 18th Avenue
North Miami Beach, FL 33162
305.949.2766

Dieuveille Accounting & Tax Services
8226 ne 2nd Avenue
MIAMI, FL 33138
305-757-7670

Will Cargo Service
Shipping
4521 Church Ave.,
Brooklyn, NY 11203
347-219-1369
Ask for Willo

NODELAYS TAX
Multi-services Corp
Income Tax Preparation
Home Foreclosure Specialist
• Short Sales • Uncontested Divorce •
Immigration Prep Services
• Translations • And much more.
VISIT US!
1976 Nostrand Avenue
(between Foster & Farragut)
Brooklyn, NY 11210
347-461-9350



Global Paralegal Services
Jean F. Joseph
• Immigration Services
• Divorce • Bankruptcy
• Translations
• Income Tax Preparation
• All Legal Forms & Resumés
2809 Church Ave., Suite 7, Brooklyn, NY 11226
718.282.8986 office
347.261.4703 cell

COLIMON
EXPRESS SERVICES
30 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-754-0232

MIZIK DEPOT
Bazile Jean-Berthol
13170 N.W. 7th Avenue
Miami, Fl 33168
786-285-2313

VISION REALTY CORP
Houses for Sale in Brooklyn
4920 Avenue H
(corner of Utica)
Brooklyn, NY 11234
718.677.3239

EKONO INSURANCE
Gasner Anilus
11626 NE 2nd Avenue Miami, FL 33161
305-757-6767

Bon Bagay Tax Specialist
Pierre L. Michel
1229 Flatbush Avenue
(between Newkirk & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
718.484.0865
347.432.0639

TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT



819 5th Street Miami Beach, FL 33139
305-672-2898



Crowing Rooster Arts
VIDEOS, CDS, DVDS
100 Lafayette Street, New York, NY 10013
212-334-6260





Prime Time Driving School & Bus Co.
Learn to Drive • Cars • Buses
1628 Nostrand Avenue & 1 Hillel Place, Brooklyn, NY
718-859-8526
www.primetimebusco.com

Dr. Joel H. Poliard
5000 NE 2nd Ave
Miami, FL 33137
305-751-1105

Christ Alive Flower Shop
1222 Flatbush Ave.
Brooklyn, N.Y. 11226
Dominique & Frantz
718-940-0075

Ovi's Place
Specializing in Grilled Chicken & Salads
2925 Avenue H
Brooklyn, NY 11210
(718) 421-1640

Baker's Treats
Patties • Bread • Cakes • Pain Patate
1625 Nostrand Ave., B'klyn, NY
718.826.2253

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
Danny & Martine Dorestil
718-676-4514
718-942-4242

Virgile's
Tuxedo & Bridal Shop
Rent & Sales for all Occasions
8210 N.E. 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-757-4822
701 N.E. 13th Street,
Fort Lauderdale, FL 33304
954-760-4142

J. ANTHONY ARCHER, ND, CNHP
950 Nostrand Ave.,
B'klyn, NY 11225
718-771-2719
www.naturalhealthfirst.com
Email: archer@mynsp.com

Elie & Associates Tax & Multiservice
9822 NE 2nd Ave., 2nd Flr.,
Suite 3, Miami Shores, FL 33138
305-758-2008
786-487-9131
Cell: 305-762-2757

Chaco Shipping
Fedex • DHL • UPS • AmeriJet
Laptop/Desktop Computer Repair
NoPin • CallDirek • Digicel • Star Pinless.
Income Tax
2916 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-282-9372

Bethel Christian Church
(Disciples of Christ, Inc.)
Jerome Hérold, Founder & Pastor
1098 Flatbush Avenue,
Brooklyn, NY 11226
718.909.5288
www.bethelchristianny.org

...MORE MNN ...EVER ...ORE.

...of New York better than ...he story just got bigger. ...ommunity Channel: We ...specifically for MNN ...o tell their stories. Love ...ories, action stories, BIG ...HD on Time Warner Cable ...iggest New York stories ...our life.

...FIED VOICES
...NER CABLE ...EL 1993



...DWIDE ON MNN.ORG

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER IMMIGRATION & TAX SERVICES



Fast Refunds • Green Card • Notary Public
1229 Flatbush Avenue.
646-340-2561
917-517-4216 cell

HCC
HAITIAN CENTERS COUNCIL, INC.
HAITIAN CENTERS COUNCIL
FREE Fitness classes, cooking demo, health education
FREE Metro Card for HIV Testing
Payless for translations: French & Creole
No Food, No Problem/Find if you qualify for Food Stamps
Haitian-American Community Coalition
3807 Church Avenue,
Brooklyn, NY 11203
718.940.2200

Frantz Boisson, EA
Licensed: US Treasury Dept.
TAX SERVICES
Individual, Self-employed, Corporations, Estates, Payroll, Sales Tax
IRS REPRESENTATION
Audits, Back taxes, Levies, Innocent Spouse, OIC
3415 Avenue I
Brooklyn, NY
718-462-2085
646-249-5204

LE BIZARRE
ROSIAS-JEAN-CLAUDE
"PLAY-BOY"
HAUTE COUTURE
We Offer Special Late Night Emergency Service
EXPERT TAILORING & ALTERATIONS
BRAIN www.Rosias-Rosias.com
4024B Glenwood Rd.
(Corner of Albany Ave.)
Brooklyn, New York
Bus Phone 718 434 1694
Cell 347 351 9883
Home 718 241 2858

Esteve Enterprises Inc.
Income Taxes • Real Estate
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718- 251-1889

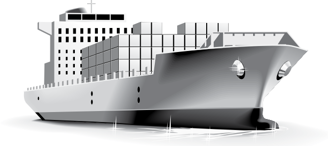
PHARMACIE DU PEUPLE
3001 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-941-1013

Ben Photo Express 54 Multiservices
Merus Benoît
166 NE 54th Street, Miami, FL 33137
786-274-6086
786-273-2430 cell
benphotob@hotmail.com

AUTO TECH DRIVING SCHOOL
Driving Lessons * 5 Hr. Class * Road Test Scheduling * Car for Road Test
1776 Nostrand Avenue, Brooklyn, NY 11226
718.859.2200 • 646.377.8294
www.atechdrivingschool.com

Lanbi Call
WBAI 99.5 FM &
www.WBAI.org
Alternate Mondays 9-10 pm
917-251-6057

JETCO Shipping



Etienne Victorin
963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

Grenadier Books
Pour vos cadeaux pour votre mère
Livres • CDs • DVDs • T-Shirts • Parfums • CallDirek



1583 Albany Ave., B'klyn, NY
718-421-0162

WITH DEEP LOVE AND APPRECIATION TO MY MOTHER,
Fernande Scott Hermantin

CHERY'S BROKERAGE
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-8229

Mickaël Correia : « Le football : un instrument d'émancipation »

« Ce que je sais de plus sûr à propos de la moralité et des obligations des hommes, c'est au sport que je le dois », confiait Albert Camus au bulletin du Racing universitaire d'Alger, en 1953. À l'heure où les stades de football semblent n'être plus qu'affaire de gros sous, la célèbre sentence nous tire un sourire jaune. Écrire une histoire populaire du football, tel était justement le pari — réussi — du journaliste indépendant Mickaël Correia. C'est une fresque « par en bas » qu'il donne à découvrir aux éditions La Découverte ; on y croise, au détour d'un gazon vert ou d'un terrain vague, des hommes et des femmes pour qui le jeu était, et demeure, l'espace du collectif, de l'entraide et de la coopération. Un « langage corporel populaire » — et même une politique.

Ballast : Que nous dit le foot dès lors qu'il n'est plus dans les mains des marchands ?

Mickaël Correia : Il existe une histoire officielle du football, scandée par les grandes compétitions aux mains d'institutions comme la FIFA : ses protagonistes sont des « héros légendaires », à l'instar d'Alfredo Di Stéfano ou de Pelé. C'est une histoire au service du football en tant que culture de masse, mais surtout en tant que divertissement marchand. Elle met en avant les exploits sportifs des grands clubs d'élite, des sélections nationales et de certains joueurs professionnels — quitte à mettre sous le tapis les accointances avec les régimes autoritaires (1), la corruption qui gangrène ce sport (le FIFAgate de 2015 l'a récemment démontré) et les valeurs sexistes, racistes et homophobes véhiculées dans certaines tribunes ou par nombres de fédérations nationales (2). Face à ce football des élites, qui brasse des milliards d'euros et qui est désormais communément qualifié de « foot-business », il existe un football populaire plus souterrain et méconnu qui échappe aux logiques mercantiles. Un football que l'institution ne met jamais en avant et qui est pratiqué au quotidien, dans les clubs comme de façon sauvage dans la rue, par des millions de joueurs et de joueuses. Par ailleurs, il existe d'autres acteurs de cette histoire, complètement invisibilités par l'industrie du football : les supporters, que l'on retrouve chaque week-end autant dans les tribunes des grands stades internationaux comme derrière la main courante des terrains municipaux. Retracer une histoire « par en bas » du football, c'est démontrer que, dès sa naissance dans l'Angleterre industrielle du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui, ce sport a aussi été un creuset de résistance face à l'ordre établi, qu'il soit patronal, dictatorial, colonial, patriarcal (ou tout cela à la fois). Le foot a fait émerger de nouvelles façons de lutter, de s'organiser, de s'exprimer — en un mot, d'exister — chez les ouvriers comme chez les jeunes des quartiers populaires, chez les peuples indigènes d'Amérique latine comme chez les féministes, chez les militants anticolonialistes en Afrique de l'Ouest comme chez les Palestiniens. Enfin, écrire une histoire « par en bas » de ce sport signifie aussi s'attacher aux cultures populaires qui sont nées autour du football et redonner la parole aux différents protagonistes de cette épopée peu connue.

Ballast : L'Histoire a donc manqué ce coche ?

Mickaël Correia : Oui. Comme nous l'affirmions en janvier dernier en Une de CQFD, « l'Histoire est un champ de bataille ». Il n'y a pas un jour où on n'essaie pas de nous refourguer le mythe du roman national et de la France éternelle, forcément blanche et aux racines chrétiennes. Une version de l'Histoire au service des pires desseins réactionnaires, où identité nationale et crispations nationalistes sont au rendez-vous. Et ce n'est pas pour rien qu'on assiste aujourd'hui à l'édition de nombreux livres, tels Les Luttes et les rêves — Une histoire populaire de la France de Michelle Zancarini-Fournel, qui tentent de revisiter l'Histoire et de lui redonner un sens : celui de l'émancipation. Mon livre s'inscrit humblement dans cette mouvance. S'intéresser à l'histoire d'un sport éminemment populaire comme le foot, l'appréhender en tant que fait social et culturel, en tant qu'objet politique, c'est avant tout



…« Un ballon, un terrain, tes potes » est politique

rappeler que le football a été et demeure un instrument d'émancipation face aux logiques de domination et d'oppression subies par les peuples tout au long de l'histoire — n'en déplaise aux médias dominants et aux institutions sportives.

Ballast : Vous terminez votre livre sur les mots de Ferhat Ciceck, un entraîneur-éducateur de la région parisienne, disant que « le street foot ça rime avec un ballon, un terrain et tes potes ». Vous évoquez quant à vous la « joie pure de jouer collectivement au ballon ». Pourquoi chercher à politiser ce plaisir ordinaire ?

Mickaël Correia : « Un ballon, un terrain, tes potes » est politique. La simplicité des règles du jeu, mais aussi du très peu de moyens nécessaires à sa pratique (un ballon, même rudimentaire, et un coin de rue suffisent), font que le foot est facilement appropriable par tous et toutes — au grand dam du football marchand ! On peut rapidement et aisément prendre du plaisir à taper dans le ballon. Et le plaisir peut être un des premiers pas vers l'émancipation… Les ressorts de cette « joie pure » résident dans l'esprit d'équipe que procure le jeu, la circulation du ballon en tant qu'œuvre collective, l'engagement corporel dans la confrontation ou encore la recherche esthétique du beau geste. À l'heure où le libéralisme atomise les liens entre individus et où l'industrie numérique traduit chacun de nos gestes sociaux en source de profit, ces éléments font que le football peut être éminemment politique. Sur un terrain, l'épanouissement individuel de chaque joueur est tributaire du mouvement collectif de l'équipe ; le geste qualifié de « beau » est par essence non rentable, non productif. Pour résumer, je ne parlerais pas d'engagement politique mais plutôt de langage corporel populaire qui peut se parer d'une dimension politique.



Cristiano Ronaldo du Real Madrid

Un bon exemple qui illustre cela, c'est la finale de la Coupe d'Angleterre le 31 mars 1883 — un des premiers jalons de l'histoire populaire du football. Le foot a été inventé et codifié par l'aristocratie anglaise au milieu du XIXe siècle et, depuis la création de la Coupe d'Angleterre en 1871, cette compétition est gagnée par des clubs d'aristocrates. Mais pour ce match, l'équipe des anciens élèves du très huppé Eton College affronte le Blackburn Olympic, une équipe composée d'ouvriers du Lancashire industriel. Deux visions du monde s'affrontent durant cette partie. D'un côté, l'aristocratie victorienne, qui joue de façon rude, virile et individualiste. Pour ces footballeurs, l'exploit individuel prime et passer le ballon à un coéquipier est un aveu de faiblesse. Le système de jeu de l'équipe ouvrière de Blackburn retranscrit quant à lui la réalité sociale de la working class en développant les passes et l'entraide entre coéquipiers. Leur façon de jouer incarne sur le terrain l'esprit de coopération et de solidarité qui règne au sein des usines et des communautés ouvrières, la passe devenant à leurs yeux un acte altruiste au service du collectif. Ils gagneront ce match qui signe alors la fin de l'hégémonie des clubs bourgeois sur le ballon rond. Un autre exemple est le fameux but de la main de Maradona le 22 juin 1986, lors des quarts de finale du Mondial contre l'Angleterre. Les Européens ne comprennent pas ce geste mais pour les classes populaires argentines, c'est interprété différemment : Maradona, qui est né dans un bidonville de Buenos Aires, a appris enfant à ruser, à voler, à tricher pour survivre dans la rue. Face au physique impressionnant des défenseurs anglais et à leur jeu rationnel et rigoureux, le petit Maradona d'à peine 1 mètre 66 convoque cet esprit de malice propre aux enfants des rues et fait une infraction aux lois pour « voler » la victoire. Cette dénommée « main de Dieu », c'est l'incarnation corporelle d'un rapport de force, celle du dominé face au dominant. Et la victoire argentine sera d'autant plus savoureuse qu'elle sonne comme une revanche symbolique sur la guerre des Malouines — un conflit vécu par le peuple argentin comme une humiliation de la part de Margaret Thatcher.

Ballast : Vous faites la part belle aux engagements politiques de gauche : les expériences autogestionnaires au Brésil, en Angleterre, en Allemagne, le Mai 68 du foot français… « Populaire » rime-t-il toujours avec « de gauche » ?

Mickaël Correia : « Populaire » comporte deux sens : c'est ce qui a trait au peuple, en opposition aux classes dominantes, mais c'est aussi ce qui touche au plus grand monde. Le fait que le foot soit populaire, en tant que spectacle comme en tant que pratique sportive, a conduit à son appropriation, tout au long de l'Histoire, par des groupes sociaux opprimés ou des communautés de lutte. J'ai cité les ouvriers mais on peut également parler des Afro-Brésiliens qui donnent au dribble une portée décoloniale. À partir des années 1920, des Noirs et des métis commencent à jouer au foot mais la société brésilienne d'alors est extrêmement raciste. Les défenseurs blancs vont harasser physiquement ces joueurs sous l'œil impassible de l'arbitre. Le dribble, cet art de l'esquive, va alors être une réponse des footballeurs noirs aux agressions des Blancs. Dribbler met ainsi en scène la condition même du colonisé : pour continuer à jouer, pour exister sur le terrain comme dans la société, il doit se soustraire à la violence du colon. Au Mexique, depuis le Chiapas, les zapatistes vont utiliser le football comme langage métaphorique pour illustrer leur stratégie politique face à la répression de l'État mexicain ou encore comme prétexte à tisser des liens de solidarité à l'échelle internationale. Enfin, dans les quartiers populaires en France, le football sert aussi à se démarquer. En effet, les « jeunes de banlieue » sont invisibilisés en permanence : ils n'ont pas accès aux médias, à l'emploi, à l'éducation, ils ne sont perçus que comme une masse indistincte qui doit faire profil bas. Le foot de rue qui est pratiqué dans les « cités » est un jeu très spectaculaire, avec un très haut niveau de virtuosité technique car l'enjeu est aussi d'exister en tant qu'individu à part entière et d'être reconnu en tant que tel au sein du quartier3.

Assimiler une pratique populaire à une culture politique « de gauche » est donc réducteur. Ce qui est intéressant dans le football, c'est la dialectique permanente entre culture de masse et culture populaire. Le football marchand et le football populaire ne sont pas deux sphères étanches, bien au contraire : les frontières entre ces deux mondes sont poreuses et conduisent à des contradictions nourrissantes. Le meilleur exemple est celui d'un club comme le FC Barcelone, un club extrêmement populaire dans le monde entier. D'un côté, ses dirigeants se comparent désormais eux-mêmes ouvertement à l'empire Walt Disney, assimilant sans ambages Disneyland au Camp Nou [le stade du Barça, ndlr], et Mickey Mouse à Leo Messi. Mais d'un autre côté, et encore plus dans le contexte de lutte pour l'indépendance de la Catalogne, le Barça a toujours joué un rôle politique d'affirmation de l'identité catalane majeur. Un peu comme il a pu le faire par le passé, pendant la dictature franquiste notamment, où les gradins du Camp Nou étaient un des rares lieux de résistance culturelle. Idem en Palestine, où le Barça est extrêmement populaire ! Nombre de jeunes portent des contrefaçons de maillot du FC Barcelone car la cause indépendantiste catalane et leur rivalité avec la grande puissance de Madrid (représentée par le Real) résonnent tout particulièrement avec la lutte des Palestiniens pour faire reconnaître leurs droits. On a ainsi un club qui est l'étendard des pires dérives du foot-business et en même temps va être le porte-drapeau des aspirations politiques des peuples catalans et palestiniens.



Leo Messi du Barça

Ballast : Des mouvements néo-fascistes naissent aussi dans les tribunes, ou s'y propagent…

Mickaël Correia : La culture dite « hool » est apparue dans les années 1960 en Angleterre. À l'époque émergent les premières bandes juvéniles, comme les Teddy Boys puis les Mods, qui rejettent l'embourgeoisement de la classe ouvrière. Et, à l'instar de la working class qui défendait à tout prix l'honneur de leur communauté ouvrière et la défense territoriale de leur quartier, ces adolescents vont faire du soutien à leur club le substitut symbolique aux anciennes communautés populaires. Les tribunes et notamment les ends (les « virages », la partie des tribunes situées derrière les buts, là où les places sont moins chères) des stades deviennent le prolongement d'un nouveau territoire à défendre jalousement. En Italie, durant l'effervescence politique des années 1970, les jeunes vont aussi faire des tribunes un espace d'autonomie avec leurs propres pratiques culturelles (animations visuelles et chants collectifs pour soutenir leur équipe) et donner naissance au mouvement ultra. Chez les hools et les supporters ultras, la tribune est donc un territoire à part entière, support à une identité collective, celle de son club et de son quartier, à des pratiques de solidarité et d'entraide mutuelle. On collectivise notre argent pour boire et manger ensemble, se déplacer en groupe soudé au gré des matchs, pour payer les frais d'avocats en cas de répression policière. On passe des soirées entières à préparer les animations visuelles, les banderoles et les chants qu'on reprendra en chœur en tribunes. En un mot, on refait la communauté.

Les forces de gauche vont cependant très peu s'intéresser à l'émergence de ces cultures populaires, contrairement à l'extrême droite, qui va rapidement se rendre compte que les tribunes sont un désert en termes d'organisations politiques. Dès la fin des années 1970, les ends de Chelsea, Leeds United, Millwall, Newcastle United, Arsenal et West Ham pullulent de militants radicaux du National Front et du British National Party, ou encore de groupuscules néo-nazis, qui voient dans les gradins un espace de recrutement parmi des jeunes défavorisés de plus en plus marginalisés par le gouvernement Thatcher. En Italie également, les militants d'extrême droite — notamment ceux de Forza Nuova, un parti néofasciste créé en 1997 — vont s'implanter durablement dans les stades. Les questions d'identité et de territoire étant prégnantes dans le supportérisme, l'extrême droite va très facilement réussir à manipuler ces valeurs à son profit, à en faire un terreau pour le racisme, l'exaltation de la violence et le nationalisme. Ces notions sont des angles morts actuels de la gauche, mais l'identité, tout comme le territoire (d'un quartier, d'un groupe social), peuvent être collectifs, inclusifs et synonyme de résistance. La victoire récente de Notre-Dame-des-Landes n'est pas anodine. Cette lutte est ancrée à un territoire à défendre, exempt d'injonctions normatives et autoritaires de la part de l'État, un territoire ouvert à partir duquel tout un ensemble de pratiques de luttes ont pu être déployées. Quant à l'identité sociale de la ZAD, qui puise entre autres dans les luttes paysannes et le Mai 68 nantais, elle est porteuse d'un imaginaire politique incroyable qui fait que nous sommes des dizaines de milliers à nous être retrouvés dans ce combat. Il y a un vrai parallèle à faire entre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et une tribune tenue par les ultras : ce sont des territoires que l'on peut habiter pleinement, exempts de répression policière et synonyme de solidarité.

Ballast : Pensez-vous que le « football socialiste » qu'a perçu le philosophe décroissant Jean-Claude Michéa dans l'équipe nationale hongroise des années 1950, et qu'il définit plus largement comme « le beau jeu », est une valeur perdue ou qui perdure ?

Mickaël Correia : Le « beau jeu », par essence spectaculaire, offensif et collectif, qui procure du plaisir autant aux joueurs qu'au public dans sa construction, a progressivement disparu des compétitions internationales. Les enjeux marchands et les exigences de rentabilité financières de la part des dirigeants des clubs et des investisseurs sont tels que toute notion de prise de risque ou de plaisir durant le match a été évacuée. Le jeu se doit d'être productif et le résultat doit primer sur sa beauté. L'objectif affiché pour les grandes équipes professionnelles est de gagner la partie 1-0 pour sécuriser la victoire, mais aussi le physique des joueurs, qui représentent un énorme capital pour le club. Il serait dommage qu'un attaquant vedette valant plusieurs millions d'euros se foule une cheville en tentant de marquer un but alors que l'on mène la partie par un but d'écart. En ce sens, l'Euro 2016, avec la pauvreté du nombre de buts marqués, a été d'un triste ennui. On retrouve cependant quelques entraîneurs qui tentent de déployer cette philosophie de l'intelligence collective et de la construction du jeu court et offensif — comme Christian Gourcuff, en France, Thomas Tuchel, qui a fait des choses ex-

Saluons la mémoire du guérillero nationaliste Benoît Batraville (1877 – 20 mai 1920)

Par Frantz Latour

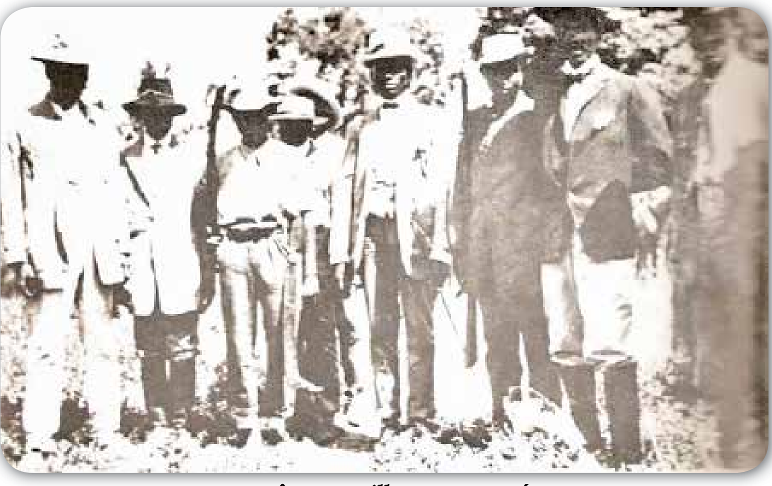
Des vendeurs de patrie, des lèche-bottes de l'impérialisme, des traîtres à la patrie que nous ont léguée Dessalines et les va-nu-pieds de notre glorieuse guerre d'indépendance, il y en a toujours eu. Le plus tristement célèbre de ces haïtiens qui ont déshonoré la mémoire des héros de Vertières est sans doute le hideux Jean Baptiste *Conzé* qui livra notre valeureux Charlemagne Péralte à l'occupant yankee. Moins bien connu ou même peu connu est l'infâme Exantus Day qui a livré Benoît Batraville, le lieutenant de Péralte aux américains à la recherche de ce digne fils d'Haïti.

Benoît Batraville est né en 1877 à Balimèt, localité de Mirebalais. Selon l'historien Georges Michel: «Benoît était un lettré. C'était quelqu'un qui était assez articulé et c'était le bras droit de Charlemagne Péralte.» Après l'élimination de Charlemagne Péralte, et au terme d'un congrès organisé par la guérilla *caco*, dans la localité des Orangers, dans le Plateau Central, Batraville fut choisi au mois de décembre 1919 pour remplacer Péralte.

La guérilla a ainsi continué sous les ordres du plus habile et du plus capable lieutenant de Péralte qui était Benoît Batraville. Il a été cerné à Barrière Roche, tout près de Lascahobas, encore par trahison. L'occupant s'était arrangé pour soudoyer Exantus Day et sa clique de minables vendeurs de la dignité nationale pour qu'ils lui révèlent où se cachait Benoît Batraville. Une escouade yankee est partie à sa recherche. Il a été abattu sans autre forme de procès. Les témoignages du capitaine Jesse Perkins, reproduits par Roger Gaillard dans l'ouvrage *La Guérilla de Batraville* rapportent ainsi la capture du lieutenant de Péralte:

« Le sergent Passmore avançait en tête, armé d'un fusil automatique Browning ; je venais après lui et le sergent Taubert me suivait. Au moment où nous entrons dans la grotte, Benoit se saisit de son fusil et tire sur nous d'une distance de 10 pieds. Il est immédiatement frappé d'une balle tirée par le sergent Passmore, et tombe. Nous ne voyons personne autour de nous, mais un grand nombre de bandits nous assaillent à coups de fusils, du haut des rochers qui nous environnent.

Le lieutenant Kirkpatrick et d'autres Marine arrivent alors à la rescousse, se placent derrière le sergent Taubert et tiraillent avec nous. Après environ 15 minutes, la bande entière semble réaliser que son chef est tué et elle disparait parmi les rochers, sans pourtant retraiter en groupe comme d'habitude. Nous retournons alors auprès de Benoit pour l'examiner. Nous ayant aperçus, il tente de se lever et d'attraper son revolver. Le sergent Taubert est alors obligé de l'achever.»

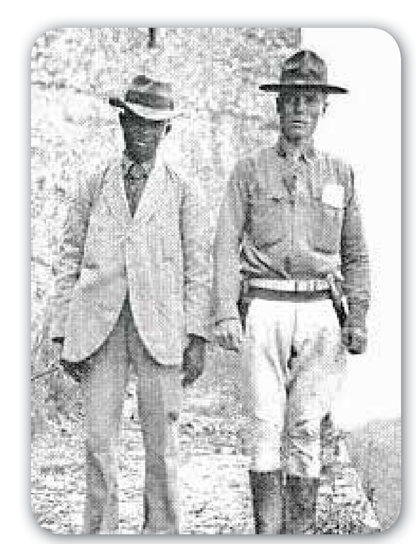


Benoît Batraville et son armée

Le 20 mai 1920 mourait assassiné un farouche nationaliste, un patriote authentiquement dessalinien, un digne fils du Plateau Central. Selon l'historien Georges Michel: "Benoît Batraville a été enterré avec l'uniforme du corps des marines. C'était une façon de l'humilier et de lui dire « toi, qui n'as pas aimé l'uniforme américain, tu vas partir avec lui. » On a habillé Benoît en marine pour l'enterrer. Voilà jusqu'où les Américains ont poussé la caricature."

Après la mort de Péralte, Benoît Batraville et d'autres guérilleros cacos ont réalisé qu'il fallait continuer un combat juste, impérieux et moral, qu'ils avaient, eux politiquement conscients des enjeux, la lourde tâche de prendre à cœur l'initiative péraltiste de lutter pour reconquérir la souveraineté du pays, de la continuer et de la mener à une fin victorieuse, alors qu'une partie non négligeable de la bourgeoisie avait non seulement démissionné, mais avait, somme toute, accueilli le *blan meriken* qui allait enfin les délivrer des ardeurs nationalistes des "bandits" – entendez les cacos – dont le courage nationaliste et l'intrépidité à sauvegarder l'héritage de Dessalines leur enlevaient le sommeil.

Selon Georges Michel: "A partir du mois de mai 1920, l'insurrection n'a fait que décliner pour s'arrêter en octobre 1921, avec la capture du dernier chef Caco Achille Jean. Je dois signaler également que dans le livre de Roger Lescot, celui-ci fait état d'une guérilla résiduelle dans le Plateau central, de type Pernal par exemple, qui a duré jusque dans les années 30 sous Vincent, avant la Seconde Guerre mondiale. Il y avait quelques guérilleros indépendants, pas soumis à l'autorité, mais qui ne représentaient plus aucune force organisée… L'Américain avait soumis le Plateau central avec l'élimination de Benoît Batraville", dans les Mornes de Petit Bois Pin, sur l'habitation Barrière Roche (commune de Savanette), dans une grotte qui servait de quartier général provisoire aux guérilleros.



Jean Baptiste Conzé et Hannken

Charlemagne Péralte, Benoît Batraville et les quelque 2 000 *cacos* anonymes qui ont "donné leur sang par toutes leurs blessures" au cours des deux années de résistance à la barbarie yankee resteront de glorieuses figures emblématiques du patriotisme haïtien.

Honneur et gloire à la mémoire de Batraville, de Péralte et des très nombreux fils rebelles de la nation tombés au champ d'honneur. Nous ne les oublierons pas!

---

traordinaires au Borussia Dortmund, ou encore Maurizio Sarri, qui vient du milieu amateur et qui a bouleversé la façon de jouer du SSC Napoli. Sans compter un géant comme le FC Barcelone, qui possède une culture de jeu avec un certain rythme et surtout un nombre et une qualité de passes incroyables depuis la « révolution Guardiola » et les grands passeurs comme Xavi. Le football hors-institution — pratiqué dans les quartiers populaires, dans les « cités », au pied des immeubles — met en avant non pas le beau jeu mais le beau geste (la virgule, le petit pont, la roulette, le passement de jambes, etc.). Il y existe une vraie recherche de l'esthétisme dans le geste technique, vraiment spectaculaire à regarder : un geste purement gratuit. Et puis, il y a le futsal ou le foot à 7, où le terrain est plus petit et, surtout, où il existe une moins grande spécialisation des joueurs — on peut y retrouver un football où la construction collective et le plaisir du jeu sont mis en avant.

Ballast : Cette histoire populaire du football semble avoir été une succession d'actions pour une émancipation et de réactions contre une forme de pouvoir : le patronat paternaliste au tournant du XXe siècle, le patriarcat dénigrant le football féminin, la financiarisation et la marchandisation des joueurs et des clubs… Le foot a t-il un avenir digne de ce nom ou est-il condamné à être l'instrument des puissants ?

Mickaël Correia : Les grands clubs se sont progressivement déconnectés de leur histoire et de leurs supporters — comme Manchester City, qui ouvre des franchises dans le monde entier, à l'image d'un McDonald's. Le club devient une vulgaire marque, rien de plus. Sur le terrain, on est dans la réduction des performances des joueurs à des statistiques ; on est dans la quantification permanente. C'est à l'image de ce qui se passe dans le champ du travail et de notre société occidentale en général. Le naming, pratique qui consiste à donner à une compétition ou à un stade le nom d'un sponsor, se généralise. Les stades les plus prestigieux d'Europe se transforment peu à peu en étendards publicitaires pour multinationales, du Matmut Atlantique de Bordeaux à l'Emirates Stadium d'Arsenal. Mais tout l'argent du monde ne pourra jamais acheter le plaisir de taper dans un ballon. L'émotion vécue pendant un match ou l'amour des supporters pour leur club ne pourra jamais être réduit à une simple ligne budgétaire. Un des plus grands contre-pouvoirs aux dérives marchandes du foot réside aujourd'hui chez les supporters. Ils sont devenus des acteurs démocratiques à part entière sur la scène footballistique, de véritables syndicalistes qui défendent leurs revendications et leurs intérêts (des places à tarifs abordables, la possibilité d'animer les tribunes avec des fumigènes, la critique de l'hypersécurisation des stades, etc). Face aux puissances mercantiles, les supporters demeurent les gardiens de l'histoire de leur club et de l'âme populaire du football. Et ces derniers n'hésitent pas à se mettre en grève des tribunes, à envahir le terrain ou à invectiver directement les dirigeants ou les joueurs. Parfois, cela peut déraper, comme lorsque les supporters lillois envahissent le terrain pour protester contre les dérives sportives et économiques de leur club : une poignée d'entre eux s'en prennent physiquement aux joueurs… Mais c'est une violence qui répond à une violence économique : celles de joueurs surpayés qui peuvent se comporter comme des mercenaires cupides et d'investisseurs qui n'appréhendent le foot que comme un produit économique lucratif.

Au même titre que de plus en plus de personnes aspirent à plus de démocratie directe et d'horizontalité, les supporters veulent avoir voix au chapitre et ne pas laisser le foot aux seules mains des spéculateurs. Une des voies d'avenir se trouve dans les coopératives de supporters, qui sont nées à la fin des années 1990 en Angleterre en réaction à la libéralisation économique extrême du foot outre-Manche. Les supporters ont mis en place un système d'actionnariat populaire sous forme de coopérative dans le but de racheter une partie voire la majorité de leur club (comme l'AFC Wimbledon, Exeter City ou Portsmouth FC) et pouvoir être représenté au sein des instances dirigeantes. D'autres ont même créé leur propre club autogéré, à l'instar des fans de Manchester United. Afin de contester le rachat en 2005 du club par Malcom Glazer, un milliardaire américain, les supporters ont mis sur pied un club coopératif, le FC United4. Pour ces derniers, mieux vaut un petit club ancré dans son quartier, où l'on peut se retrouver chaque week-end entre amis et en famille, qu'un stade ultra-sécurisé aux tarifs exorbitants où l'on est considéré comme un vulgaire consommateur. Une autre voie d'avenir est enfin le foot féminin. Sur les plus de deux millions de licenciés en France, à peine plus de 100 000 sont des femmes. Il y a une marge de progression énorme pour qu'il y ait de plus en plus de footballeuses, une chance incroyable autant pour le maillage des clubs amateurs que pour le foot professionnel. Le football professionnel

suite à la page(15)

DÉCÈS DE MADAME RENDEL CHÉRIZA

Nous annonçons la nouvelle de la mort de Madame Rendel Chériza, née Nélia Charmant survenue le 15 Mai 2018 à Kings County Hospital, à l'âge de 74 ans.
En cette douloureuse circonstance, nous présentons nos sympathies à son époux
Monsieur Rendel Chériza; sa fille Yvette Chériza, son fils Hénock François Chériza et son épouse ; sa sœur Mme Gaston, son frère Mesaine ; ses petits enfants Evans Chériza, Edouard Chériza, Sammy Chériza, Lycess Gaston, Garline, Renor, Loulous ; ses neveux et nièces Elisienne, Myonne, Garlibe, Raymonde, Renor, Loulouse et tous les autres parents et alliés que ce deuil afflige.
L'exposition de la dépouille de Madame Rendel aura lieu le vendredi 25 mai de 4 heures à 9 heures P.M à Guarino Funeral Home 9222 Flatlands Avenue, Brooklyn.
Ses funérailles seront chantées le samedi 26 mai de 8 heures à 10 heures du matin à l'église God of Mercy Church, située au 700 E 98th, Brooklyn, N.Y 11236 et l'inhumation aura lieu au cimetière de Carnasie 1370 Remsen Avenue, à Brooklyn.
Paix à son âme !

DÉCÈS DE MME GENEVIÈVE LILAVOIS

Haïti Liberté et le Club des Amis d'Haïti Liberté (CAHL) annoncent avec peine la mort de Mme Geneviève Lilavois, survenue le jeudi 17 mai après 18 ans de souffrance, à Silver Crest Nursing Home Réhabilitation. Elle était âgée de 84 ans.
Nos sympathies vont spécialement à sa fille unique Mme Marie Carmel Severin, membre de CAHL, à son beau-fils Edwin Severin, ses petits enfants Farah et Rudley Severin; ses neveux et nièces John Loute et sa famille, Orentz Joseph et sa famille, Maggie Paul et sa famille, Daniella Saint Fort et sa famille.
Aux familles Lilavois, Severin, Loute, Joseph, Paul, Saint Fort, à tous ceux et celles que cette perte affligent, nous envoyons nos condoléances émues.
Les funérailles de Mme Geneviève Lilavois seront chantées le mardi 29 mai à 10hres du matin au salon funéraire de Frantz Daniel Jean situé au 5020 Foster Avenue à Brooklyn. La dépouille sera exposée à partir de 9h du matin.
La mise en terre se fera à Maple Cemetery à Kew Gardens Hill. Et toute de suite après, la famille recevra les parents, alliés et amis à Labadie Manoir au 207-13 Jamaica Avenue Queens Village.

À propos de certains de nos doutes sur les élections en Colombie et au Mexique



Andrés Manuel López Obrador (AMLO)

Les Colombiens vont élire un nouveau président le 27 mai, ou le 17 juin, en cas de deuxième tour, les Mexicains le 1er juillet, les Brésiliens en octobre. Entretemps, les Vénézuéliens viennent de réélire le leur.

Beaucoup de nos amis ont montré un tel enthousiasme en faisant campagne pour Gustavo Petro en Colombie ou Andrés Manuel López Obrador au Mexique que nous nous sentons le devoir de poser quelques questions et d'exprimer certains de nos doutes.

Qu'est-ce que cela signifie de dire que Petro, ou AMLO, est de gauche? Que signifie être de gauche? C'est quoi, la gauche? Nous parlons de la réalité telle qu'elle est, pas d'idéaux. À notre avis, si être de gauche a encore un sens, ce devrait être celui-ci : s'engager aux côtés des plus opprimés et exploités, des humiliés et des spoliés. Être à leurs côtés, pas seulement en paroles, mais en actes, c'est-à-dire accompagner leurs luttes pour la survie, la dignité, la justice. Les accompagner sans les diriger, sans rien leur promettre, en les écoutant. En d'autres termes, être de gauche, pour nous, c'est commander en obéissant.

Maintenant, quand un politicien est candidat à la présidence, il est logique de regarder son bilan à ce jour. Tous deux, Petro et AMLO, ont déjà exercé le pouvoir, puisqu'ils ont été les maires des capitales de leurs pays respectifs. Qui pourrait honnêtement dire que le bilan de leurs mandats a quoique ce soit de positif pour les pauvres, humiliés, etc. ?

Bien, tout le monde, y compris les politiciens, peut apprendre de ses expériences passées et de ses erreurs. Peut-être qu'ils seront meilleurs comme présidents? Comment le savoir? En regardant leurs programmes? Mais, chers amis, c'est quoi, ces programmes ? Que signifie un programme économique qui ne mentionne même pas la dette interne et externe du pays? Est-ce vraiment suffisant d'écrire rapidement des points vaguement inspirés du programme de Keynes d'il y a près d'un siècle pour pouvoir prétendre avoir un programme de gauche pour le 21ème siècle?

Les Colombiens et les Mexicains vivent dans des pays pillés par des oligarchies corrompues et bradeuses. Dans ces systèmes, des candidats de gauche ne peuvent gagner, ou au moins survivre, que s'ils acceptent les règles dictées par ces oligarchies, se



Gustavo Petro

contentant de certains changements cosmétiques pour donner un visage un peu plus humain au système. S'ils ne le font pas, ils finiront comme Gaitán, Arbenz Guzmán ou Allende.

La tâche la plus importante pour les personnes qui se considèrent de gauche est : organiser, organiser, organiser, et cesser de se laisser embarquer dans des aventures systémiques.

Au-delà de la campagne électorale, il faut organiser tous ceux qui, sur les places publiques, ont lancé leur cri pour la liberté et exprimé leur désir de changement, pour que celui-ci se transforme en volonté. Le changement ne tombe jamais du ciel, il faut le construire à partir d'en bas, quel que soit l'occupant de la Casa de Nariño (le palais présidentiel colombien) ou de Los Pinos (la résidence présidentielle mexicaine).

Editorial La Pluma
Tlaxcala 21 mai 2018

La Palestine demande à la CPI d'enquêter sur des violations présumées des droits humains par Israël

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, a présenté ce 22 mai une requête à la Cour pénale internationale concernant les allégations de violations des droits de l'homme liées aux politiques de colonisation israéliennes.

Israël a réagi dans la foulée par voie de communiqué et s'est interrogé sur la validité juridique de la requête palestinienne.

Israël estime que la demande de la Palestine n'est pas recevable

«La prétendue requête palestinienne est juridiquement invalide. La CPI n'est pas compétente pour traiter de la question israélo-palestinienne, car Israël n'est pas membre de la CPI et car l'Autorité palestinienne n'est pas un Etat», a fait savoir le ministère israélien des Affaires étrangères. Il a en outre qualifié la démarche palestinienne de «cynique».

Les Etats-Unis ont reconnu Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël le 6 décembre 2017 et y ont transféré leur ambassade ce 14 mai. Le même jour, au moins 60 Palestiniens ont été abattus par des tirs israéliens, provoquant la colère de plusieurs pays, au premier rang desquels la Turquie.



Le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Maliki le 18 mai 2018 à Istanbul en Turquie. Photo Hudaverdi Arif Yaman Source: Reuters

«Les violations commises [par Israël] à Jérusalem et en Palestine s'expliquent par les divisions et les différends entre les musulmans eux-mêmes», avait expliqué le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui estime que si les pays musulmans s'unissaient, Israël «ne pourrait pas poursuivre ses violations». Pour lui, Israël attaque les Palestiniens «en usant de méthodes similaires à celles des nazis» et souhaite créer une «force de protection internationale» pour les Palestiniens.

RT 22 mai 2018

Les massacres de Gaza n'arrêteront pas le combat du peuple palestinien pour la liberté

Communiqué du Parti communiste d'Israël !



Le Parti communiste d'Israël condamne avec la plus grande fermeté les crimes de la puissance d'occupation israélienne contre des manifestants palestiniens sans armes, lors de la « Marche du retour », des crimes qui ont tué plus de 50 personnes dont des enfants et des handicapés. Ce massacre effrayant n'arrêtera pas le combat légitime, qui dure depuis 70 ans, du peuple palestinien pour la liberté.

Le PCI condamne l'inauguration officielle de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem : il s'agit d'une nouvelle provocation qui va à l'encontre d'une majorité des nations et des Etats du monde, des Palestiniens et des forces favorables à la paix, en Israël, comme au plan international. Ce nouveau pas est à mettre en relation avec le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. Par ce moyen, le pacte réactionnaire entre Trump et Netanyahou vise à masquer l'origine du conflit au Proche-Orient et le transformer, d'un combat contre l'occupation israélienne et l'hégémonie américaine, en un conflit religieux ignorant la question palestinienne.

Le PCI appelle à une large mobilisation et à la participation aux actions organisées, dans les villages arabes et dans les villes, par le Comité pour la population palestinienne en Israël, à la mobilisation en masse aux actions organisées, dans tout le pays, par les militants du PCI, du Hadash et de la Ligue communiste de la jeunesse. Le PCI appelle également toutes les forces de paix, à Tel Aviv et à Jérusalem-Ouest, à protester contre les crimes de guerre et à s'engager pour une paix juste, autour de l'exigence centrale de la constitution d'un Etat palestinien, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Le PCI appelle également tous les partis frères et les forces de gauche et de progrès dans le monde, à renforcer leur solidarité avec le peuple palestinien contre l'occupation israélienne et ses crimes et à faire reculer la politique américaine qui plonge toute la région dans le gouffre.

Parti communiste d'Israël, 16 mai 2018,
Traduction ML
Solidarité internationale 17 mai 2018

Suite de la page (13)

féminin et l'équipe de France féminine sont un vrai bol d'air frais dans le paysage footballistique. C'est une véritable rupture de voir des joueuses talentueuses remettre en avant un des fondements du football : prendre du plaisir sur le terrain.

Ballast : Pourquoi une telle lenteur dans l'acceptation du football féminin, justement, une telle persistance dans les clichés reconduits autour de cette pratique ?

Mickaël Correia : Il y a un sexisme et une homophobie systémiques dans le football. Quand le football se codifie au milieu du XIXe siècle dans les public-schools (des institutions pédagogiques réservées à l'aristocratie britannique), il est appréhendé comme un outil disciplinaire de la jeunesse bourgeoise et un vecteur de valeurs nécessaires à la révolution industrielle et à l'entreprise coloniale en cours : l'esprit d'initiative, de compétition, mais aussi l'obéissance au chef, le virilisme, la combativité, l'exploit physique individuel. Dès leurs racines, les terrains comme les tribunes sont donc des bastions masculins et ce d'autant plus que les hommes issus des classes ouvrières feront du football un élément structurant de leur identité masculine. Aujourd'hui encore, le football institutionnel véhicule des valeurs masculines très hétéronormées. Le footballeur professionnel est un homme en couple qui se marie et a des enfants très jeunes. La compagne doit demeurer dans l'ombre de son mari, à la fois fidèle et silencieuse (elle est parfois filmée quelques secondes en tribune mais on ne l'entend jamais) tandis que le footballeur peut, voire doit, pour sa part, avoir une vie sexuelle débridée, produire des sex-tapes ou faire appel aux services de travailleuses du sexe. En 1970, Pier Paolo Pasolini écrivait que « le football est la dernière représentation sacrée de notre temps » et qu'il est « le spectacle qui a remplacé le théâtre ». Le foot est en effet un espace de représentation des corps, donc un enjeu de pouvoir ; une femme qui joue au ballon met en scène une autre vision du corps féminin. Sur le terrain et au même titre que les hommes, les footballeuses gueulent, suent, se blessent les genoux, se heurtent parfois violemment à leurs adversaires, brisant par là même les stéréotypes de genre autour de la féminité.

Même si c'est en train d'évoluer depuis peu, la figure de la footballeuse — tout comme celle du joueur gay — affole les institutions sportives car elle vient chambouler les traditionnels rapports de sexe et de genre que reproduit le football. Il y a une véritable obsession de la part de la Fédération française de football (FFF) de montrer que les footballeuses ne sont pas des « garçons manqués » ou que les vestiaires féminins ne sont pas des « repères de lesbiennes ». En 2009, la FFF a demandé à quelques Bleues de poser nues pour promouvoir le foot féminin et, en 2011, sa campagne à destination des jeunes filles était baptisée « Le football des princesses », à grand renfort de couleur rose… Les journaux sportifs, pour parler de ces joueuses, assènent quant à eux les mêmes phrases-cliché autour de ces femmes qui passent si aisément « des crampons aux talons ». Heureusement, depuis la quatrième place des Bleues en Coupe du monde féminine de 2011, le football féminin parvient progressivement à gagner le cœur des supporters comme des sportives. Sans compter que de plus en plus de féministes — des joueuses à l'instar de l'équipe des Dégommeuses, ou des chercheuses comme Béatrice Barbusse, auteure en 2016 de Du sexisme dans le sport — investissent le champ du football pour mieux dénoncer la domination masculine à l'œuvre dans l'industrie du sport.

Ballast : L'engagement des joueurs, comme le fut celui de la « démocratie corinthiane » et l'équipe nationale du Brésil autour de Sócratès, Wladimir, Walter Casagrande et Zé Maria dans les années 1980, serait-il possible aujourd'hui ? Les joueurs sont-ils plus libres de leurs propos et de leurs actions qu'alors ?

Mickaël Correia : On dit toujours que le foot est un miroir grossissant de la société. En ce sens, il est aussi un miroir grandissant des engagements politiques. L'engagement de joueurs comme Sócratès correspond à la culture politique de la fin des années 1970 et du début des années 1980 : comme nombre de jeunes, il est ancré à gauche, connaît Marx et Gramsci, écoute du rock contestataire, aspire à une société plus égalitaire, etc. Ces joueurs sont le reflet de leur époque et vont donc rencontrer le mouvement anti-dictature brésilien, en toute logique. Quand les joueurs de Manchester United Charlie Roberts et Billy Meredith créent en 1907 un syndicat de footballeur, ils vivent dans une métropole industrielle cotonnière agitée par un puissant mouvement ouvrier et syndical. Idem quand Paolo Sollier, un joueur de Pérouse, adhère dans les années 1970 à Avanguardia Operaia, un groupe de la gauche radicale extra-parlementaire italienne : il baigne alors dans l'effervescence politique de l'Italie de l'époque et les réflexions autour de l'autonomie ouvrière. À l'ère de la marchandisation à outrance et de la prise en main des footballeurs dans les centres de formation dès leur plus jeune âge, il est aujourd'hui quasiment impossible de voir des figures contestataires percer sur un terrain. Mais cela concerne tous les secteurs de la culture de masse : difficile aujourd'hui de citer un acteur de cinéma ou un chanteur populaire qui bouscule profondément l'ordre établi, tant la culture (et j'y inclus le sport) est devenue une industrie du divertissement. Toutefois, dans ce paysage policé qu'est le football professionnel, il existe et il existera toujours des brèches. Je pense actuellement à Deniz Naki, un joueur allemand d'origine kurde qui officie au sein de l'équipe d'Amedspor, un club de Diyarbak?r (Kurdistan turc). Pour avoir critiqué ouvertement les massacres des forces armées turques dans les villes kurdes ou encore invité les Kurdes à manifester leur soutien au Rojava, ce joueur a été victime d'une tentative d'assassinat en Allemagne en janvier dernier, avant que la Fédération turque de football ne le suspende à vie. Fin mars, ce footballeur entamait une grève de la faim devant les Nations unies à Genève, pour protester contre la situation dans le Kurdistan syrien.

Ballast : On l'a vu en Italie dans les années 1970, en Égypte lors des Printemps arabes ou en Turquie lors des manifestations sur la place Taksim : les supporters importent des revendications politiques dans le stade !

Mickaël Correia : Lors du Printemps arabe de 2011 ou de Taksim, en 2013, les « ultras » vont apporter aux manifestants leurs pratiques d'autodéfense face à la répression policière, instiller l'esprit de solidarité et de composition propre aux tribunes durant l'occupation des places, ou apprendre aux protestataires l'art de la raillerie à travers des banderoles et des slogans humoristiques — un savoir-faire particulier au monde ultra. En France, certains traits propres à la culture supporter nourrissent également les mouvements sociaux, notamment depuis l'apparition des cortèges de tête lors du mouvement contre la loi Travail en 2016. Le désormais très populaire ACAB — All Cops Are Bastards — provient des supporters de foot anglais des années 1980 et est repris par les ultras du monde entier depuis le début des années 2000. Des slogans comme « Paris est magique » ou « Ici c'est Paris » sont issus de la culture supporters du PSG — de nombreux antifas ont, jusqu'en 2010, supporté le PSG dans la tribune d'Auteuil du Parc des Princes. Sans parler du style vestimentaire ou du clapping. Depuis le 22 mars, on entend dans le cortège de tête le tube pop' des années 1990, Freed from desire de Gala. Une chanson remise au goût du jour dans les tribunes françaises par les supporters nord-irlandais lors de l'Euro 2016… À la fac de Dijon, une salle occupée par les manifestants contre la sélection à l'université a été rebaptisée Diego Maradona et, à Tolbiac, quand des fascistes ont tenté de débloquer la fac, les occupants ont volé leur banderole et ont posé avec cette dernière retournée : un geste purement issu de la culture ultra ! Enfin, chez les étudiants s'est popularisé le slogan « Contre toutes les sélections, sauf celle de Benzema ». L'imaginaire du foot irrigue progressivement les mouvements sociaux et c'est peut-être les prémices d'une rencontre à venir entre militants radicaux et jeunesse précaire des quartiers populaires, pour qui le football est culturellement fondamental.

Ballast : Quels sont les grands chantiers actuels pour redonner au football ce qu'il a perdu de « populaire » ? Ouvrir — car ce n'est encore pas assez le cas — ses portes à tous ?

Mickaël Correia : En tant que pratique sportive, il y a bien évidemment l'enjeu du foot féminin, comme je vous le disais. En 2014, l'Amérique du Nord dénombrait en moyenne 450 footballeuses pour 10 000 habitants, contre à peine 71 en Europe… En France, nous avons des années de retard par rapport à l'Allemagne, qui compte le double de licenciées, ou aux pays scandinaves, où la pratique féminine s'est démocratisée. Il y a également le foot amateur, celui des petits clubs locaux, qui est en grande difficulté alors que ces clubs sont les garants de l'accessibilité du foot pour tous. Entre la crise du bénévolat, la suppression des emplois aidés par Macron, la baisse vertigineuse des financements des collectivités et les contraintes administratives de plus en plus étouffantes, près de 4 000 clubs amateurs ont mis la clé sous la porte ces cinq dernières saisons… En tant que spectacle, à l'heure où l'objectif est d'attirer dans les stades des consommateurs solvables, le gros chantier, il me semble, est le maintien de tribunes populaires à des prix accessibles mais surtout où le supportérisme et ses pratiques (comme les fumigènes) ont droit de cité. Les stades ressemblent plus à des parcs d'attraction hypersécurisés et sont devenus les laboratoires de nouvelles politiques de répressions policières. On oublie trop souvent que les supporters ont été un des premiers groupes sociaux à faire l'objet de mesures juridiques d'exception et de délits spécifiques — telles les interdictions de stade et les restrictions de déplacement. Il existe une vraie stratégie de la part de certains grands clubs et des autorités footballistiques d'éliminer les supporters le plus fervents. On le voit ces derniers mois, notamment avec les ultras des Girondins de Bordeaux (les Ultramarines ou UB87), qui subissent une féroce répression policière et des gardes à vue systématiques. Il y a un chantier énorme en termes de dialogue entre clubs et ultras pour qu'on arrête ces politiques répressives et qu'on cesse d'infantiliser les supporters.

Ballast : Des députés communistes et de la France insoumise ont souhaité l'ouverture d'une commission portant sur les inégalités dans le cadre de la pratique sportive. Que peut et que doit faire la politique pour le sport ?

Mickaël Correia : Je dirais plutôt que l'institution sportive exerce le pouvoir exactement de la même façon que la sphère politique aujourd'hui. Au même titre que l'emprise normative de l'État dans laquelle s'insinue dans de plus en plus de secteurs (l'éducation, l'agriculture, le milieu associatif), les logiques réglementaires et gestionnaires deviennent prégnantes dans le foot et asphyxient les plus petits clubs. Nombre de normes et de règlements imposés par la FFF étouffent les clubs amateurs, qui sont soumis à des sanctions financières pour une ligne du terrain mal tracée ou une feuille de match mal remplie… On pourrait faire une analogie avec les petites associations culturelles, pour qui organiser un simple concert est devenu aujourd'hui une vraie galère en termes de normes à respecter, de contrôle, d'assurance, de sécurité. Et puis cela conduit à des situations absurdes, comme la célèbre équipe du Red Star de Saint-Ouen qui a dû jouer les saisons précédentes à Jean Bouin (dans le 16e arrondissement de Paris, un comble pour un club aussi populaire !) ou à Beauvais (à 70 kilomètres de Saint-Ouen !), parce que leur stade historique, le Bauer, n'est pas conforme aux normes en vigueur pour évoluer en Ligue 2.

Un autre parallèle, en plus de cette intrusion normative de la part du pouvoir institutionnel qui bride toute autonomie, c'est la question démocratique et celle de la répartition des richesses. La FFF vient de se faire épingler par la Cour des comptes pour son train de vie dispendieux avec des voyages en avion privé au coût exorbitant (à l'instar du vol

suite à la page(18)

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut accordé à l'audience du 15 mars 2017 ;pour le profit admet la demande tant en la forme qu'au fond ; en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Penson MANE, la femme née Marie Louise CASTOR pour les motifs susdits; renvoie le demandeur par devant l'officier de l'Etat Civil de Saint Louis du Sud pour le surplus des formalités légales ; compense les dépens ; commet enfin l'huissier Fritz Bernard pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous Louis Fils Joseph, juge en présence de Me Géraldine Lalanne du substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Jean Claude Novembre greffier du siège en audience ordinaire, civile et publique de ce jour 29 mars 2017, An 294e de l'Indépendance
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Collationnée pour expédition conforme
Jean Claude Novembre, Greffier

AVIS DE DIVORCE

Il est porté à la connaissance des intéressés que le Tribunal de première instance d'Aquin a admis le divorce des époux Maxime Blaise et de la femme née Lourdie Noel pour injures graves et publiques, incompatibilité de caractères ;prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux.
Par un jugement en date du douze juillet deux mille seize conformément à la loi ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du dit jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel Zéphir juge, Me Lithan Isaac substitut du commissaire du gouvernement avec l'assistance du sieur Paulin Civil greffier du siège.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré aux vœux de la loi et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Michel Pierre en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi cinq mai deux mille dix-sept contre la dame née Nancy MONDESTIN; admet le divorce des époux Michel PIERRE la femme née Nancy MONDESTIN pour injures graves et publiques ; fait prévu à l'article 217 du Code Civil Haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Delmas de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du dit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépens en raison de la qualité des parties commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification de ce jugement.
Rendu de nous Gerty Léon ALEXIS, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince en audience civile, ordinaire et publique du vendredi vingt six mai deux mille dix-sept, en présence du substitut du Commissaire du Gouvenement Me Marie Ange Jean, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Ainsi signé : Gerty Léon ALEXIS juge et Jean Serge Duvert greffier
Pour expédition conforme collationnée
Le Greffier

Suite de la page (7)

achevée par la proclamation de l'indépendance, le 1er janvier 1804. C'était la première révolution d'une classe ouvrière anti-esclavagiste réussie, la première république noire et la première nation d'Amérique latine libérée. La révolution haïtienne a aidé non seulement Miranda, mais également Bolivar à libérer le reste de l'Amérique latine. C'est pourquoi 1804 symbolise le début de la fin de l'esclavage et la libération du continent américain.

Aujourd'hui, nous combattons une nouvelle forme d'esclavage. Un empire insatiable et guerrier, avec son capital politique ici, asservit nos pays, où notre peuple est obligé de travailler pour quelques centimes par jour pour les sociétés capitalistes américaines. Si nous, dans les Caraïbes, en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, essayons de fuir notre détresse, de vendre notre intelligence et notre travail ailleurs, nous sommes arrêtés par la garde côtière ou la patrouille frontalière des États-Unis. Nous sommes emprisonnés dans nos pays d'origine ; alors que les États-Unis exigent une liberté totale pour acheter des terres, créer des entreprises et y vendre des produits. Nos «pays de trous de merde» sont, en fait, des colonies esclavagistes modernes, des néo-colonies.

Il est très approprié que nous soyons ici à Lafayette Park et cela pour deux raisons. D'abord, cette Maison Blanche a été construite par des esclaves. C'est symbolique de tout ce pays. La richesse prodigieuse des États-Unis a commencé avec l'asservissement des Africains - vol de main-d'œuvre - et le génocide des Amérindiens - vol de terres. En bref, cette nation, la plus riche de l'hémisphère, a été fondée par des propriétaires d'esclaves massacreurs d'Indiens.

Tout le contraire est vrai pour Haïti, la nation la plus pauvre de l'hémisphère. Elle a été fondée par des esclaves qui se sont libérés, qui ont rejeté le racisme et la subjugation. La Déclaration d'Indépendance américaine s'engageait à éliminer «les impitoyables sauvages indiens». Mais les esclaves de Saint-Domingue qui se sont libérés par eux-mêmes ont honoré les premiers habitants de leur île, les Arawaks et les Taïnos, qui l'avaient appelée Haïti.

Donc, en nous réunissant ici, nous rappelons aux Nord-Américains que l'esclavage américain et la guerre expansionniste expliquent le racisme persistant dans cette société et l'émergence d'un Donald Trump.

La deuxième raison pour laquelle nous sommes ici au Parc Lafayette est la statue là-bas en l'honneur de Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau. Il est bien à propos qu'il se trouve ici près de la Maison Blanche. Il a aidé les propriétaires d'esclaves américains à la bataille de Yorktown dans ce que l'historien Gerald Horne appelle la «Contre-Révolution de 1776». Il était le père d'un autre général français Rochambeau que Napoléon Bonaparte avait envoyé pour subjuguer à nouveau les esclaves rebelles de Saint-Domingue. Mais l'armée d'anciens esclaves aux pieds nus chassa le général Rochambeau et les légions de Napoléon de l'île à la bataille de Vertières le 18 novembre 1803.

Donc, le Mouvement 1804 pour tous les immigrés est ici présent pour dire au président Trump et au général Rochambeau, tout comme nos ancêtres l'ont fait il y a deux siècles, que nous ne retournerons pas à l'esclavage. Nous exigeons la liberté de vivre et de travailler où nous voulons. Nous voulons une résidence permanente pour tous ceux qui vivent et travaillent ici sous statut de protection temporaire. Nous voulons que les troupes de l'ONU quittent Haïti et que les États-Unis ne se mêlent plus des affaires haïtiennes.

Nous voulons avant tout la fin de la guerre, aux États-Unis, où les forces de police attaquent et terrorisent quotidiennement les communautés noires et brunes et à l'étranger, où l'administration Trump mène aujourd'hui une guerre, à la fois manifeste et clandestine, contre la Palestine, le Venezuela, l'Iran et la Syrie, pour ne citer que ceux-là.

Hier, il y a eu 215 ans depuis que le drapeau haïtien a été créé, le 18 mai 1803. Dessus on lit le slogan: L'union fait la force. Aujourd'hui, nous sommes ici dans l'unité et réclamons ce monde pour lequel nos ancêtres haïtiens se sont battus: un monde fondé sur le respect, la liberté, la justice et la paix. ?

Washington 19 mai 2018

Suite de la page (7) *Déclaration de l'organisation internationale d'amis et de famille concernés de Mumia Abu-Jamal (ICFFMAJ) et....*

esclavagiste réussie.

C'est le pouvoir du peuple qui a empêché les riches et les puissants d'exécuter Mumia. Il a déjà passé 29 ans dans le couloir de la mort.

Maintenant, les Trump veulent que Mumia meure en prison de négligence médicale. C'est ainsi que Napoléon a laissé mourir Toussaint Louverture dans une prison française.

La lutte de Mumia Abu-Jamal pour obtenir un traitement contre l'hépatite C a forcé la Pennsylvanie à traiter d'autres détenus atteints de cette maladie.

Les autorités de Pennsylvanie ont également verrouillé le MOVE 9 pendant 40 ans. Deux de ces prisonniers politiques - Merle Africa et Phil Africa - sont morts en prison dans des circonstances suspectes.

C'est le pouvoir du peuple qui a libéré notre frère Herman Bell. Les gens libéreront également Mumia Abu-Jamal et Leonard Peltier, qui sont emprisonnés depuis plus de 40 années.

Aujourd'hui, c'est l'anniversaire du grand dirigeant révolutionnaire Malcom X - assassiné par COINTELPRO et la CIA.

Nous sommes debout devant la Maison Blanche construite par des esclaves. Donald Trump est juste une loque humaine crachant de la haine.

Nous devons empêcher ce raciste d'expulser nos frères et s?urs d'Haïti, du Honduras, du Salvador, du Népal et du Soudan.

Rendez permanent le statut de protection temporaire TPS !

Arrêtez toutes les déportations.
Brisez tous les murs!
Vive Haïti!
Libérez Mumia Abu-Jamal, le MOVE 9, Leonard Peltier et tous les prisonniers politiques!

Suite de la page (9) *Declaration of the 1804 Movement for All Immigrants at the May 19, 2018 Rally in Washington, DC*

there in honor of Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau. It is fitting that he stands here near the White House. He helped the American slave-owners at the battle of Yorktown in what historian Gerald Horne calls the "Counter-Revolution of 1776." He was the father of another French General Rochambeau whom Napoleon Bonaparte sent to resubjugate the rebellious slaves of Saint Domingue. But the barefoot army of former slaves drove General Rochambeau and Napoleon's legions from the island in the Battle of Vertières on Nov. 18, 1803.

So the *1804 Movement for All Immigrants* is here to tell both President Trump and General Rochambeau, just as our ancestors did two centuries ago, that we will not go back into slavery. We demand the freedom to live and work where we want. We want permanent residency for all those living and working here under Temporary Protected Status. We want UN troops out of Haiti, and U.S. meddling out of Haiti's elections.

Above all, we want an end to war, both in the U.S., where police forces daily attack and terrorize black and brown communities, and overseas, where today the Trump administration is carrying out aggression, both overt and covert, both directly and through proxies, against Palestine, Venezuela, Iran, and Syria, to name just those.

The Haitian flag was made 215 years ago yesterday, on May 18, 1803. The slogan on it is: *L'union fait la force.* Unity makes strength. We are here in unity today to demand a world that our Haitian ancestors fought for: one based on respect, freedom, justice, and peace.

Suite de la page (9)

Lee Patterson of the Free Mumia Coalition.

"Today we are fighting a new form of slavery," said Marie Paule Florestal, who read the statement of the *1804 Movement for All Immigrants*. "An insatiable, war-waging empire, with its political capital right here [in Washington, DC], enslaves our countries, where our people are forced to work for pennies a day for U.S. corporations. If we in the Caribbean, Latin America, Africa, or Asia try to flee our plight, to sell our smarts and labor elsewhere, we are arrested by the U.S. Coast Guard or Border Patrol."

In Boston, the Bus Drivers Union, the New England Human Rights Organization (NEHRO), and the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) helped to spread the word about the May 19 rally. Meanwhile, in Miami, the Family Action Network of Miami (FANM), founded by Marleine Bastien, and the long-standing popular organization Veye Yo participated in planning meetings and did their best to find the time and money to attend the rally, but in the end could not make it.

"Although we knew the on-and-off rain for days all along the East Coast would discourage many from coming out, the demonstration was a remarkable success," said unionist Ray Laforest, who was one of the event's emcees along with the PSL's Kerbie Joseph. "The people who came out were militant, the message sent to Trump was clear, and the media and crowds which filmed and watched our rally were greatly impressed. Everyone who participated was very happy afterwards."

The *1804 Movement for All Immigrants,* a coalition of over 20 groups, will be meeting in the coming days and weeks to plan their next action. If you would like to get involved, you can contact them by calling 718.421.0162 or visit their website, 1804movement.org.

Suite de la page (3)

La performance artistique du rappeur engagé haïtien 35 Zile, de Vanessa Jeudy et d'Ed Dalirks sera suivie d'une conférence inaugurale autour du thème le trauma historique d'un point de vue anthropologique, psychologique et sociologique avec Linda James-Myers, Linda Tavernier-Almada, Guitele Jeudy-Rahill et Juliette Smeralda.

Pour la deuxième journée qui se fera dans les locaux de l'Unitech, il est prévu au moins 8 interventions (conférences et vidéos conférences). Entre autres, autour des thèmes comme trauma historique et développement psycho-social des communautés d'ascendance africaine avec Judite Blanc. Mais aussi, Gilbrete Gabrielle doctorante à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) interviendra autour de la thématique esclavage et dépossession de la paternité : l'influence de la transmission d'un trauma historique sur la paternité haïtienne. Une journée qui sera clôturée au Centre d'Art - avec la projection du film Kase Lezo de Christina Julmé et celui de Gessica Généus, Douvan jou ka leve.

La troisième journée sera ponctuée de tables rondes, d'atelier artistique, de conférences et de vidéo conférences. Notamment une session avec Rency Inson Michel autour de la question de trauma historique, science et technologie. Jolette Joseph, M.sc nous parlera de comment l'innovation des nouvelles technologies peut-elle être au service de la sauvegarde des traditions des afro-descendants dans la région des Amériques. Pour sa part, Mackendy Gatty abordera la thématique Justice cognitive : contribution des inventeurs et savants noirs aux progrès de la science et technique moderne. Et, Souzen Joseph abordera les outils ancestraux à la Créativité et à l'innovation en Haïti et dans la diaspora.

Une visite ethnographique à Lakou Souvnans aux Gonaïves avec les invités et une causerie débat autour de l'ouvrage: « Peau Noire, cheveu crépu » de Dr Juliette Smeralda à Port-au-Prince - clôtureront cet évènement scientifique et culturel le samedi 26 mai 2018 qui prendra par la suite la direction du Canada (Montréal – le 25 mais) et terminera sa course aux Etats-Unis à l'Ohio State University du 31 mai au 2 juin 2018.

Ainsi, Fesa veut faire un inventaire et sensibiliser sur les relations qu'il y a entre ce vécu traumatique historique et le sort que connaissent la société haïtienne aujourd'hui et d'autres sociétés qui ont connu le même sort des siècles avant. Judite Blanc a lancé la première édition de Fesa uniquement sur Port-au-Prince en 2016. Deux ans plus tard, ce festival est implanté dans pas moins de

L'Association Sitwomafrika est un institut de recherche et d'études sur les psycho-traumatismes actuels de l'esclavage et de la colonisation implanté depuis 2015 en Haïti par DreJudite Blanc. C'est également un organisme de promotion d'une discipline de psychologie inspirée de la culture (philosophie, spiritualité, savoir-être et manière d'être) de nos ancêtres africains pour l'élaboration de programmes de soutien psychologique, d'accompagnement psychosocial, et d'épanouissement personnel destinés aux individus ou groupes dont les cas le nécessiteraient.

Cuba meurtrie partage la douleur !



Le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez réconfortant les familles des disparus





Une délégation d'autorités cubaines visitant les familles des disparus

Miguel Diaz-Canel a souligné la solidarité du peuple cubain envers les victimes de l'accident d'avion qui s'est produit vendredi dernier à La Havane, et la volonté de tout mettre en œuvre pour leur apporter toute l'attention et le soutien nécessaires

Miguel Diaz-Canel Bermudez, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, a participé à la dernière journée de l'exercice de la Défense civile Meteoro 2018.

Le Président cubain s'est félicité de la compétence du Système de défense civile et de la participation populaire à ces exercices, ainsi que du haut niveau de préparation démontré. Il a affirmé que l'exercice Meteoro 2018 a permis de mettre à jour les plans de mesures à prendre face aux catastrophes, sur la base de l'expérience acquise après le passage de l'ouragan Irma.

Diaz-Canel, en compagnie du deuxième Secrétaire du Parti communiste cubain, José Ramon Machado Ventura, et des autorités du Parti et du gouvernement de La Havane, ont rendu visite aux familles des victimes de l'accident d'avion survenu le 18 mai. « Il est important qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls. Le Parti et le gouvernement sont à leurs côtés », a déclaré Salvador Valdés Mesa, Premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, dimanche lors d'une réunion avec les proches des victimes de la catastrophe aérienne.

113 personnes voyageaient à bord de l'avion : 58 femmes et 55 hommes, dont six membres de l'équipage mexicains et 107 passagers. Parmi eux, 102 Cubains, 3 touristes étrangers (deux Argentins, un Mexicain) et deux résidents sahraouis temporaires. 110 personnes ont trouvé la mort dans l'accident.

Les trois survivantes identifiées présentent des blessures très complexes. Elles sont dans un état critique, avec un pronostic réservé et elles sont prises en charge par une équipe très expérimentée.

Dimanche soir, 33 des victimes décédées avaient été identifiées.

Les familles des membres de l'équipage mexicain sont arrivées à Cuba. Afin d'identifier les corps, la même procédure a été suivie : obtention d'échantillons biologiques et réalisation d'entretiens dans le cadre du processus de collecte d'informations détaillées.

L'ambassadeur du Mexique s'est rendu à l'Institut médico-légal avec les parents des victimes étrangères, qui ont confirmé leur confiance en Cuba pour ce type de travail.

La commission mise en place suit scrupuleusement le protocole d'enquête, selon les règles établies.

La boîte noire vocale du vol *suite à la page(18)*

Venezuela : Nicolas Maduro est réélu Président de la République avec 68 % des voix !

Par Thierry Deronne



Liesse à Caracas le 20 mai 2018. Nicolas Maduro salue ses partisans rassemblés autour du palais présidentiel de Miraflores peu après l'annonce de sa victoire par le Centre National Électoral



La participation totale s'élève à 46 %, soit 8 millions 360 mille votes. De ceux-ci, 5 millions 823 mille se sont portés sur le candidat Nicolas Maduro qui remporte la présidentielle avec près de 68 % des suffrages

Le vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera l'avait annoncé il y a quelques jours : ¨Le peuple du Venezuela détient aujourd'hui, de nouveau, la clef de l'avenir de l'Amérique Latine. Exactement comme il y a deux siècles, comme à l'époque de Simon Bolivar, son rôle historique est de protéger notre continent face à un empire et d'empêcher celui-ci de balayer les autres foyers de résistance¨. Après quatre ans de guerre économique, la tâche était difficile, à l'image du peuple indigène d'Autana, dans l'État d'Amazonas, faisant la file sous la bruine pour traverser le fleuve Orénoque et rejoindre les bureaux de vote.

La campagne de la droite consistait, à travers le secteur privé majoritaire dans l'économie, à augmenter les prix au-delà de tout ce qu'on avait connu jusqu'ici et à promouvoir le boycott du scrutin, allant jusqu'à paralyser le transport dans la région de la capitale, le jour de l'élection. Une droite sous forte influence externe, en osmose avec les annonces anticipées de l'Union Européenne et de la Maison Blanche de refuser le verdict des urnes. Dans sa conférence de presse tenue peu avant l'annonce des résultats, le candidat le mieux placé de l'opposition Henri Falcon a soudain refusé de reconnaître la légitimité du scrutin et a exigé d'en organiser un autre, tout en critiquant les secteurs radicaux de la droite: ¨aujourd'hui il est clair que cet appel à l'abstention a fait perdre une occasion extraordinaire de mettre un terme à la tragédie que vit le Venezuela¨.

Avec 92.6% des votes comptés, le Centre National Électoral a donné les premiers résultats officiels, irréversibles. La participation totale s'élève à 46 %, soit 8 millions 360 mille votes. De ceux-ci, 5 millions 823 mille se sont portés sur le candidat Nicolas Maduro qui remporte la présidentielle avec près de 68 % des suffrages. De son côté, l'opposant Henry Falcón a obtenu 1.820.552 votes soit 21 %, l'évangéliste Javier Bertucci 925.042 votes (11 %) et Reinaldo Quijada, 34.614 votes. La Constitution vénézuélienne, dans son article 228 stipule : « sera proclamé vainqueur le candidat ou la candidate ayant obtenu la majorité des votes valides » : quel que soit le niveau de la participation, c'est la majorité simple qui détermine la victoire.

Force est de constater que le ¨noyau dur¨ du chavisme, qui a toujours oscillé entre 5 et 6 millions de votes, est resté intact et que l'abstention concerne essentiellement l'opposition. La pression de la guerre économique et des sanctions euro-américaines s'est heurtée à une fibre historique de résistance populaire et a même réveillé toute une organisation de base – notamment autour de la distribution et de la production d'aliments, en alliance concrète avec les mesures et les programme sociaux de Nicolas Maduro.

Après 26 jours de campagne officielle qui ont vu quatre candidats exposer des propositions antagoniques dans les médias, le Centre National Electoral avait installé 14.638 bureaux de vote sur l'ensemble du territoire. Étaient présents près de 2000 observateurs internationaux, venus notamment des nations caraïbes réunies au sein du CARICOM, de l'Union Africaine, et du CEELA, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains. 17 audits du système électoral avaient été organisés.

Composé en majorité de présidents des tribunaux nationaux électoraux de pays gouvernés par la droite, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains a expliqué par la voix de son président Nicanor Moscoso : ¨Nous avons eu des réunions avec chacun des candidats qui ont accepté les résultats des inspections et des contrôles. Nous sommes en présence d'un processus transparent, harmonieux.¨ Luis Emilio Rondón, Recteur du Centre National Électoral et membre de l'opposition, avait estimé publiquement que le scrutin offrait les mêmes garanties de transparence que celles des élections de 2015, remportées par la droite avec deux millions de voix d'avance.

L'ex-président de l'Équateur Rafael Correa, présent lui aussi en tant qu'observateur, a rappelé que ¨les élections vénézuéliennes se sont déroulées avec une absolue normalité. J'ai assisté au vote dans quatre centres : flux permanent de citoyen, peu de temps d'attente pour effectuer le vote. Système très moderne avec double contrôle. De ce que j'ai vu, organisation impeccable. Personne ne peut mettre en doute les élections du Venezuela et sur la planète entière, il n'existe pas d'élections plus contrôlées qu'au Venezuela.¨

Autre observateur, l'ex-premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero avait déclaré vendredi que la position des Etats-Unis et de l'Union Européenne de « désapprouver » les élections présidentielles au Venezuela avant qu'elles n'aient lieu était une « absurdité ». Il a reconnu éprouver « une certaine colère à cause de ce qui est en jeu. C'est très grave de dire à un pays : ces élections ne sont pas utiles, elles ne valent rien, avant qu'elles n'aient lieu. C'est une marque d'irresponsabilité envers un peuple et son avenir. Que des positions si importantes aient été prises avec si peu d'éléments de jugement me fait peur ».

Zapatero s'est interrogé sur les préjugés de l'Union Européenne envers le Venezuela : « Pourquoi a-t-elle agi ainsi avec le Venezuela ? Ce n'est pas raisonnable, ce n'est pas facile à expliquer. (..) Je crois que l'Union Européenne doit redevenir une puissance régionale qui donne la priorité au dialogue et à la paix. Je crois que l'Amérique Latine attend de l'Union Européenne qu'elle parie sur le dialogue ». Zapatero a pris comme exemple Cuba : « Après tout ce que nous avons entendu sur Cuba, maintenant, il y a un changement total de situation, il est très facile de discuter avec Cuba. L'attitude envers le Venezuela reste un grand mystère. Celui qui dit avant de l'avoir vécu que les conditions ne sont pas réunies pour des élections au Venezuela soit est un devin soit a des préjugés. Si le gouvernement bolivarien voulait frauder, il n'aurait pas invité le monde entier à observer les élections. Or, mise à part l'Organisation des Etats Américains (OEA), on a invité le monde entier à vivre le processus électoral. L'Union Européenne, l'ONU, n'ont pas d'experts pour vérifier un processus électoral ? Bien sûr qu'elles en ont, mais nous sommes enfermés dans un grand préjugé, dans des dogmes et cela conduit au fanatisme et au désastre. » Il a souligné, pour conclure, qu'il faut « venir sur le terrain. La vie et l'expérience politique consistent à bannir les préjugés et à connaître la vérité par soi-même. »

Thierry Deronne,
Caracas, le 21 mai 2018
Venezuela Infos

`In Memoriam

Pleins feux sur : André Dorismond (Port-au-Prince, 1928 – Floride, 2018)

Par Ed Rainer Sainvill

« Le vocaliste de la joie de vivre »

Le 4 mai dernier est décédé en Floride le légendaire chanteur du kadans ranpa André Dorismond. En cette occasion, Haiti Liberté dédie cet In Memoriam au" vocaliste de la joie de vivre"pour avoir marqué de son empreinte la musique de danse urbaine du terroir natal.

L'une des révélations de la fin des années 1950, au gré d'un timbre extasié; pouvant naviguer entre l'exubérance d'une méringue et la souplesse d'une ballade. André a émergé de la pénombre en même temps, que d'autres aspirants de poids, tels que; Ansy Dérose, Jean Benjamin, Garry French, André Romain etc. Au cœur d'une filiation friande de sérénades et de concours de chants dont il s'est imposé en conquérant. Et c'est surtout pour sa jovialité et son charisme qu'il fut surnommé ''Le chanteur de la bonne humeur"; avec autant d'atouts lui permettant d'être remarqué par Nemours avec lequel il est propulsé sous les feux de la rampe, en colorant de sa verve outrancière le konpa dirèk ; alors dans sa vitesse de croisière, au cours d'un parcours néanmoins fugace.

C'est surtout Wébert Sicot qui en a fait son animateur d'exception en le chipant de l' « Orchestre de Nemours Jean Batiste ». C'est ainsi que Dorismond s'est attelé comme la fabrique vocale du kadans ranpa dont il a fait les beaux jours, grâce à un registre versatile pouvant simultanément mouler le romantisme au sens du show. Artiste exhibitioniste, il n'avait pas de problème pour chanter en pleine rue sans micro, juste pour épater la galerie. Avec son flair contagieux, il a allumé d'innombrables tubes de « La Flèche d'or » de Wébert Sicot tels: *Où va la cadence?, La vie est belle, Pas d'excès, L'amitié sincere, Leçon de morale, Bon driver, Souvenir du Cap-Haitien, Jalap, 20eme siècle, Marie Lourdes, Connaissance musicale* etc,

Il s'est de même illustré et bien avant ''Coupe Cloué" comme pourvoyeur du prêchi-prêcha musical, dans ce genre d'envolées verbales: 'Ti cameau, papa w ap travay/Pou l pwokire tout sa ou bezwen/ men poukisa ou pa vle al lekòl?...". Fort de son savoir-faire et de son sens d'initiatives, il permit au Kadans Ranpa d'occuper le devant de la scène. Et fut à l'origine de cette idée géniale en suggérant à Sicot d'utiliser un camion en guise de char pour le groupe, permettant en ce sens à cet orchestre de devenir l'attraction principale comme étant le premier groupe local à se servir d'une flotte carnavalesque. Devenant ainsi un innovateur d'envergure dans l'histoire du carnaval national. Pas étonnant qu'il en soit devenu le chef d'orchestre, lorsque Sicot prit la poudre d'escampette, en allant s'installer à New-York.

Ce dont André en profita pour renouer la compétition musicale avec Nemours J. Baptiste auquel il administra une riposte sans précédent lors du carnaval de 1969. Au cours de cette compétition, les fans des quatre couleurs excités, jubilaient: ''Sicot poko rantre , Dorismond kraze bounda w...". Il tint la direction du groupe rebaptisé ensuite « Super Choucoune », jusqu'à son départ définitif pour New-York au début des années 1970. A cette étape, sa carrière devint peu fructueuse. A part quelques collaborations sporadiques dans des groupes de fortune. Tout en se réinventant dans des randonnées intimes, en animateur de spectacles privés dont il devint un gratificateur de choix, prouvant à la manière du bon vin, qu'il s'était bien bonifié avec le temps, comme l'a témoigné cette magnifique prestation lors de la soirée ''Hommage à Guy Durosier"en 1999, à l'Auditorium de Walt Whitman au Brooklyn college.

Il revint en l'an 2000 sous les feux des projecteurs et les cameras de façon malheureuse. Lorsque son fils cadet Patrick est assassiné par un escadron de la mort de la police new-yorkaise. A cette intersection, André tint bon en

André Dorismond

résistant aux offres pour trouver justice pour sa famille et la communauté haitienne...en ne se laissant pas amadouer comme le font souvent les parents des victimes. Tout en tenant tête au maire raciste de New-York, Rudy Giuliani, auquel il jeta un sort de malédiction pour avoir illégalement réactivé les dossiers juvéniles de son fils décédé dans le but de justifier sa tuerie. Par coïncidence, le sort jeté fit mouche. Puisque, le maire fut atteint d'un cancer de la prostate au milieu des événements, et dut, la mort dans l'âme, venir faire des excuses à la famille du défunt; tout en se retirant de la course sénatoriale qu'il menait face à Hillary Clinton.

André continua à demander justice pour son fils, jusqu'à son départ pour la Floride. Spécialement à Port Ste. Lucie où il s'était fixé; s'attelant à la besogne en animateur de fêtes privées pour la délectation des mélomanes. Subséquemment, il est tombé en contravention avec la justice floridienne du fait qu'une jeune fille de son entourage l'avait accusé de lui avoir fait des avances sexuelles...Pourtant au cours d'un procès qui ne devait être que formalité, il écopait d'une peine de 25 ans ferme par un jury de kangooroo de la Floride raciste. Même le juge n'en revenait pas. Ce qui devait être en fait une peine de mort, considérant son âge, s'est concrétisé le 4 mai dernier lorsqu'il rendit l'âme suite à un cancer...

Suite de la page (15)

Tokyo-Paris d'un certain Édouard Philippe) et des largesses salariales hallucinantes. Une insolence incroyable de la part de la FFF vis-à-vis des clubs amateurs qui galèrent financièrement au quotidien, qui n'est pas sans rappeler celles de certains dirigeants de LREM ! Il faut savoir aussi qu'au sein de la FFF, lors des élections de la présidence, la quarantaine de clubs professionnels représentent 37 % des voix alors que les 15 000 clubs amateurs votent indirectement. C'est un système totalement délirant qui facilite l'opacité financière et qui fait qu'on a des caciques complètement déconnectés des réalités sociales des petits clubs. La planète football doit élaborer ses propres pratiques démocratiques ; une fédération plus horizontale, où « un club = une voix », changerait totalement les rapports de force politique au sein de la FFF.

Ballast : François Ruffin a défendu le football amateur à l'Assemblée nationale, à la fin de l'année 2017. Cet engagement localisé — la Picardie, en l'occurrence — peut-il porter plus loin encore ?

Mickaël Correia : C'est une version très localisée, certes, mais qui a le mérite de reprendre les éléments structurants d'un club amateur : la force de l'engagement bénévole, le rôle social et éducatif du foot, le club comme espaces de convivialité où peuvent encore se croiser des individus d'âge, de sexe, de couleur et d'origine sociale différentes (même si, dans le football de niveau District, on peut également retrouver sur le terrain des violences entre joueurs adverses ou contre l'arbitre assez terrifiantes...). Dans certaines campagnes, et notamment en Picardie, le club de foot local est un des rares lieux de sociabilité encore existant. Il y a un vrai enjeu politique à maintenir ces clubs de foot quand on sait que l'isolement social est un des principaux ressorts de la montée du vote FN en milieu rural. En remettant en avant les questions d'ancrage à un territoire, d'identité collective, de culture populaire et de mise en jeu du corps dans la confrontation avec l'autre, le football populaire peut pleinement participer à nourrir les réflexions actuelles qui traversent l'ensemble du mouvement social. Et quand on voit les grèves démarrées le 22 mars dernier, on ne peut qu'espérer vouloir jouer les prolongations !

Notes

1...Note de Mickaël Correia (ainsi que les suivantes) : La Coupe du monde 1934 a été organisée par l'Italie fasciste de Mussolini, celle de 1978 s'est déroulée dans l'Argentine de la junte militaire de Videla. Quant au Mondial 2018, il aura lieu dans une Russie tenue d'une main de fer par Poutine et celui de 2022 au Qatar...

2... En 2011, Mediapart révélait que la Fédération française de football envisageait de mettre en place des quotas ethniques dans ses centres de formation pour limiter le nombre de joueurs binationaux d'origine maghrébine ou sub-saharienne.

3. ...À Clichy-sous-Bois, chaque 27 octobre, un tournoi de foot est organisé par les gens des cités du Chêne-Pointu et de la Pama en mémoire de Zyed Benna et Bouna Traoré, décédés après avoir tenté d'échapper à la police en 2005. Bouna était connu pour être un footballeur de grande qualité technique.

4..Dans Looking for Eric (2009), Ken Loach aborde dans une scène humoristique d'anthologie le tiraillement des supporters du FC United entre leur « protest club » et leur club originel, le Manchester United.

Ballast 28 avril 2018

Suite de la page (17)



Le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez sur les lieux de l'accident

a été récupérée en bon état. Celle des paramètres n'a pas encore été retrouvée, a déclaré Adel Yzquierdo Rodríguez, ministre des Transports.

« En ce moment, nous procédons à la collecte des pièces qui, même détériorées, conservent leur forme et peuvent être inspectées dans des institutions aéroportuaires sécurisées. À partir de là, les spécialistes commenceront à travailler sur chacun des systèmes », a déclaré Armando L. Daniel Lopez, président de l'Institut cubain de l'aéronautique civile et de la commission d'enquête créée à cet effet.

Deux enquêteurs mexicains – pays où est immatriculé l'avion – travaillent sur le site. Des experts européens et étasuniens, ces derniers représentant les constructeurs du Boeing 737-200, sont attendus. Des chefs d'État, des personnalités et des citoyens du monde entier ont témoigné leur solidarité au peuple cubain face à cette tragédie.

Granma 22 mai 2018

Suite de la page (4)

côte Est en découragerait beaucoup de gens, la manifestation a été un succès remarquable », a déclaré le syndicaliste Ray Laforest, qui était l'un des animateurs de l'événement avec Kerbie Joseph. « Les gens qui sont sortis étaient des militants, le message envoyé à Trump était clair, et les médias et les foules qui ont filmé et regardé notre rassemblement ont été très impressionnés. Tous ceux qui ont participé étaient très heureux »

Le Mouvement 1804 pour tous les immigrants, se réunira dans les prochains jours ou semaines pour planifier leur prochaine action. Si vous souhaitez vous engager, vous n'avez qu'à appeler le 718.421.0162 sinon visitez le site Web, 1804movement.org.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ATTORNEY/ LEGAL

Were you an INDUSTRIAL TRADESMAN (machinist/ boilermaker/pipefitter etc) and recently diagnosed with LUNG CANCER? You may be entitled to a SIGNIFICANT CASH AWARD. Risk free consultation! 855-407-6931.

ATTORNEY/ LEGAL

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. Call 866-951-9073 for Information. No Risk. No Money Out Of Pocket.

AUCTIONS

SULLIVAN COUNTY REAL PROPERTY TAX FORECLOSURE AUCTION. 314 Properties; June 13 @ 9:30AM. Held at "Ramada Rock Hill" Route 17, Exit 109. 800-243-0061. AAR, Inc. & HAR, Inc. Free brochure: www.NYSAuctions.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

BUSINESS OPPORTUNITY

Have an idea for an invention/new product? We help everyday inventors try to patent and submit their ideas to companies! Call InventHelp®, FREE INFORMATION! 888-487-7074

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HEALTH

Haitians love "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (203) 666-8650 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150 FREE shipping. Money back guaranteed! Call Today: 800-404-0244

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

LAND FOR SALE

LAND LIQUIDATION SALE! JUNE 2nd & 3rd. 21 Parcels from $19,900! Cooperstown Lake Region. Terms avail! 888-905-8847 to register. NewYorkLandandLakes.com

MEDICAL SUPPLIES

Attention Viagra users: Generic 100 mg blue pills or Generic 20 mg yellow pills. Get 45 plus 5 free $99 + S/H. Guaranteed, no prescription necessary. Call 877-845-8068.

MEDICAL SUPPLIES

OXYGEN- Anytime. Anywhere. No tanks to refill. No deliveries. The All-New Inogen One G4 is only 2.8 pounds! FAA approved! FREE info kit: 866-971-2603

MEDICAL/ HEALTH/ PERSONAL

Medicare doesn't cover all of your medical expenses. A Medicare Supplemental Plan can help cover costs that Medicare does not. Get a free quote today by calling now. Hours: 24/7. 1-800-730-9940

MISCELLANEOUS

HughesNet Satellite Internet - 25mbps starting at $49.99/ mo! FAST download speeds. WiFi built in! FREE Standard Installation for lease customers! Limited Time, Call 1-800-214-1903

MISCELLANEOUS

DISH TV $59.99 For 190 Channels +$14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. Call 1-800-943-0838

REAL ESTATE

High On a Hill SCHOHARIE COUNTY 40 Acres, Awesome Views: $114K; 9.5 Acres, Great Views: $44K; 4.2 Acres: $24K, Owner Financing. www.helderbergrealty.com. 518-861-6541 or 518-256-6344

SERVICES

Guaranteed Life Insurance! (Ages 50 to 80). No medical exam. Affordable premiums never increase. Benefits never decrease. Policy will only be cancelled for non-payment. 855-686-5879.